

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT AGRICOLE AU MAROC

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1933, à 14 heures

PAR

Paul de PEYRET

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants { M. MAUNIER, Professeur.
M. R. PICARD, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

1933

*Thèse Paris
1933.*

LE CRÉDIT AGRICOLE AU MAROC



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CRÉDIT AGRICOLE AU MAROC

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1933, à 14 heures

PAR

Paul de PEYRET

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants { M. MAUNIER, Professeur.
M. R. PICARD, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

1933

* 29686.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PLAN

PRÉFACE	7
CHAPITRE PREMIER. — La Colonisation européenne	11
§ 1. Avant l'établissement du Protectorat.	
§ 2. Aide apportée par le Protectorat à la colonisation.	
§ 3. La colonisation officielle (petite colonisation (culture maraîchère), moyenne colonisation, grande colonisation).	
§ 4. Le peuplement.	
§ 5. La tutelle gouvernementale.	
CHAPITRE II. — Le dahir organique du 15 janvier 1919 ; institution d'un crédit à court terme ; application de la législation française ; son insuffisance ; réformes à effectuer	32
CHAPITRE III. — Le dahir du 9 mai 1923 ; suppression des caisses locales ; institution du crédit à moyen terme. Le crédit à court terme fonctionne dès lors sous le régime du nouveau dahir ; mais le crédit à moyen terme est réorganisé par le dahir du 25 novembre 1925	

qui autorise l'aide financière de la Caisse de Prêts immobiliers	42
CHAPITRE IV. — La Caisse de Prêts immobiliers. Organisation du crédit à long terme par le dahir du 29 octobre 1924 remanié le 25 novembre 1925	64
CHAPITRE V. — Le crédit à moyen terme ; collaboration de la Caisse de Prêts et des Caisses de Crédit	85
CHAPITRE VI. — Moyens financiers des Caisses (ressources propres, Etat, Banque d'Etat du Maroc, Caisse de Prêts immobiliers). Contrôle de l'Etat	95
CHAPITRE VII. — Les coopératives agricoles	106
CHAPITRE VIII. — La crise agricole au Maroc. Extension du crédit mutuel par la création de la Caisse Fédérale	113
CONCLUSION	127
ANNEXES	131

PREFACE

Le Gouvernement du Protectorat Français a compris la nécessité de doter le Maroc d'une organisation agricole puissante ; l'agriculture et l'élevage constituent, en effet, les principales ressources du pays et la base de son avenir économique. Sur les 500.000 kilomètres carrés que compte le Maroc, la superficie cultivable est estimée à 150.000 km². La récolte des céréales a produit en 1929, année normale, 21.354.000 quintaux pour une surface ensemencée d'environ 2.500.000 hectares.

S'il est d'usage de considérer le Maroc comme un pays neuf, quant à la civilisation européenne, il convient de remarquer, que lors de la conclusion du traité de Fès, en 1912, une population de plus de 4 millions de ruraux occupait une grande partie des terres cultivables. Le problème de la colonisation se posait alors ainsi :

la France devait, d'une part, aider la population autochtone à prospérer, et d'autre part, assurer la création de nombreux domaines d'influence française qui constitueraient des exemples pour les indigènes par l'application de méthodes modernes d'exploitation et assureraient l'extension de la production agricole.

En 1912 l'acquisition des terres était difficile ; grâce à une législation appropriée, les fonds faisant partie du domaine privé de l'Etat chérifien, les terres vacantes ou litigieuses furent délimitées et livrées à la colonisation sous forme de lots exempts de revendication et attribués sous certaines conditions par le Protectorat.

Mais le colon, en arrivant de la métropole, avait à sa disposition un terrain nu, il lui fallait créer de toutes pièces une exploitation moderne et posséder une trésorerie régulièrement fournie. Ses capitaux étaient souvent insuffisants. C'est alors qu'en 1919, le Gouvernement introduisit le Crédit Agricole Mutuel, simple application du régime en vigueur dans la Métropole. Il apparut rapidement que la législation française ne pouvait s'adapter aux conditions particulières de l'Agriculture au Maroc ; en 1923 et 1924 le crédit est réorganisé sur de nouvelles bases qui constituent le cadre des institutions actuelles ; le crédit à court terme et le crédit à moyen terme sont du ressort des caisses mutuelles et le crédit à long terme est confié à une banque foncière contrôlée par l'Etat chérifien, la Caisse de Prêts Immobiliers, primitivement chargée du crédit aux Sociétés d'habitations à bon marché.

Après une étude rapide de la colonisation européenne, étude indispensable si l'on veut comprendre les conditions spéciales de l'agriculture dans ce pays, nous exposerons la législation sur le Crédit agricole et le fonctionnement pratique des différents prêts.

Nous indiquerons enfin les mesures prises par le Protectorat pour venir en aide à la colonisation lors de la crise agricole qui sévit au Maroc depuis 1929, et le dernier état de la législation : création d'une caisse centrale de crédit.

Nous remercions ici les services de la Direction des Finances et de la Direction de l'Agriculture pour la documentation qu'ils nous ont fournie. Nous prions plus particulièrement Monsieur WALCH, Sous-Directeur des Finances du Maroc, qui fait autorité dans les questions de crédit et de mutualité, d'accepter l'hommage de notre reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

LA COLONISATION EUROPÉENNE

La propriété européenne au Maroc s'étend en 1931 sur 750.000 hectares environ, répartis entre plus de 3.000 exploitations dont la majorité est française.

§ I. — AVANT L'ÉTABLISSEMENT DU PROTECTORAT.

La colonisation privée s'était implantée au Maroc sous le bénéfice de l'acte d'Algésiras reconnaissant aux étrangers le droit d'acquérir des terres (art. 60). La réputation de fertilité du pays avait attiré l'attention des capitalistes, qui se rendirent acquéreurs de grandes propriétés (500 à 3.000 hectares), non en vue d'une exploitation immédiate, le plus souvent en spéculant sur l'avenir du pays ; c'est ainsi qu'au début de 1912 les acquisitions européennes étaient évaluées à 80.000 hectares environ, dont 25.000 pour le Maroc Oriental.

La constitution de ces domaines demandait de laborieuses négociations, tant en raison de l'imprécision des institutions musulmanes, que de la mauvaise foi des vendeurs.

L'acte d'Algésiras, s'il ouvrait le droit de propriété au Maroc à tous les étrangers en subordonnait l'exercice à l'observation des formes prescrites par la loi du pays.

Or, le droit foncier marocain avant 1912 était infecté d'un vice capital : la précarité du titre résultant aussi bien de la fragilité de la preuve testimoniale (la tradition islamique a toujours préféré la preuve testimoniale à la preuve écrite) que de l'impéritie ou de la complaisance du *cadi* (juge), lequel, au mépris des prescriptions canoniques, se bornait le plus souvent à enregistrer sans les contrôler les déclarations sujettes à caution. Quant aux actes produits, ils étaient le plus souvent, fabriqués de toute pièce, car l'Arabe est un maître dans l'art de la fraude, si bien que l'acquéreur européen n'avait généralement acheté qu'un nid à procès.

C'est pour assainir cette situation que le Protectorat a eu recours à un double remède instituant d'une part le régime de l'immatriculation, amendant d'autre part le régime de la propriété non immatriculée.

§ II. — AIDE APPORTÉE PAR LE PROTECTORAT A LA COLONISATION

Au lendemain du traité de Fès, le Gouvernement se préoccupe de fixer les bases de la colonisation et du peuplement. Il importait, tout d'abord, de définir la condition juridique des terres : une circulaire vizirienne du 1^{er} novembre 1912 consacre la distinction fondamentale entre les biens aliénables (*melks* ou privés) et les biens inaliénables :

main morte, terres collectives, biens vacants et sans maître, biens en déshérence, forêts, biens d'utilité générale devant un peu plus tard constituer le domaine public.

Vint ensuite le dahir du 12 août 1913 sur l'immatriculation foncière qui implante au Maroc le régime de l'immatriculation dérivé du « Torrens Act » établi pour l'Australie méridionale en 1858 ; l'immeuble a un état-civil (livre foncier) sur lequel viennent s'inscrire toutes les modifications susceptibles d'affecter la propriété ; ainsi est garantie la sécurité des transactions (1).

Puis, le dahir du 3 janvier 1916 déterminant la procédure administrative de délimitation du domaine privé (source immédiate de lotissements pour la colonisation), donne au Protectorat les moyens de seconder efficacement l'initiative privée, et d'entreprendre son œuvre de colonisation officielle. Grâce à cet inventaire méthodique, puis à une récupération de nombreuses parcelles du Maghzen Melk tombées en déshérences ou indûment détenues, le Gouvernement a pu faire face aux demandes des nouveaux colons candidats à un sol qu'ils considéraient comme français.

Le dahir de 1919 sur les biens collectifs permet à l'Etat de racheter à de nombreuses Djemaas la portion de leur domaine excédant les besoins de la tribu.

(1) P. Lérès, L'immatriculation foncière au Maroc ; sa diffusion et ses conséquences. Bulletin de l'Afrique française, 1926. Supp. p. 557.

Ainsi, biens domaniaux récupérés, biens collectifs acquis de la sorte ont permis de constituer des lots de colonisation.

C'est sous le régime de ces textes fondamentaux que depuis 1918 la colonisation a pris son essor.

La période du début a été caractérisée par la création de domaines de vaste étendue, mais l'évolution s'est faite rapidement vers la moyenne propriété, et déjà dans certains cas vers la petite propriété — notamment aux environs des villes et en particulier à Casablanca. Dans les circonstances présentes, la très grande exploitation agricole est d'un rendement économique nettement inférieur à celui de la ferme de moyenne importance ; celle-ci est, en effet, dirigée par le propriétaire lui-même dont l'intérêt personnel et la responsabilité matérielle sont directement en jeu ; il n'y a pas entre lui et sa ferme les intermédiaires indispensables mais très onéreux qui s'échelonnent entre une société et les ouvriers agricoles (Conseil d'Administration, Directeurs, Gérants) .

Ainsi, à moins qu'il ne s'agisse d'entreprises très spécialisées (élevage dans les régions de parcours, vignobles importants), les grands propriétaires, ou les sociétés, sont amenés à envisager une transformation de leur mode de gestion, en s'adaptant aux nécessités présentées par l'application de formules de métayage ou de fermage avec promesse de vente qui conduisent elles aussi à un morcellement de la propriété.

Ce morcellement est d'ailleurs un phénomène d'ordre général que l'on constate dans tous les pays neufs ou en voie d'organisation ; au fur et à mesure que se développe l'outillage économique, les fermes de moyenne importance tendent à se substituer aux grandes propriétés.

Au Maroc, les exploitations de petite colonisation (moins de 100 hectares) représentent 44,8 % du nombre total des propriétés rurales, tandis que les grandes fermes (plus de 500 hectares) ne constituent que 14,3 % de ce nombre. Les domaines de moyenne importance (100 à 500 hectares) figurant pour 40,9.

§ III. — COLONISATION OFFICIELLE.

Les opérations de colonisation officielle font l'objet des programmes annuels auxquels la plus large publicité est donnée, et qui s'appliquent à satisfaire tous les intérêts sociaux en présence, avec le souci prédominant de favoriser le peuplement européen et pour cela même de développer :

1°) la petite culture autour des villes qui lui assurent les meilleures chances de réussite ;

2°) la moyenne propriété dans les plaines fertiles qui se prêtent à la manière de nos campagnes françaises aux entreprises de culture, d'élevage et de plantations associées en un juste équilibre.

Toutes les questions intéressant la colonisation au Maroc sont étudiées par le Comité de Colonisation créé par

l'arrêté résidentiel du 9 novembre 1916, et composé sous la présidence du délégué à la Résidence Générale, du Secrétaire Général du Protectorat, des principaux Directeurs et Chefs de Service de l'Administration (Agriculture, Finances, Renseignements, Contrôles civils, Domaines, Habous, Travaux Publics, etc...).

La faible étendue des terres domaniales disponibles, propres à la culture et nettes de revendications, ne permet pas de remettre des lots aux colons par concessions gratuites ; d'autre part l'expérience a condamné ce système ; mais de grandes facilités de paiement sont accordées aux attributaires.

Le programme adopté par le Comité de Colonisation distingue actuellement deux catégories de colonisation : petite et moyenne.

La petite colonisation est urbaine, maraîchère ou sub-urbaine. La moyenne colonisation est toujours rurale.

Les lots de petite et de moyenne colonisation sont vendus à prix fixe sous condition suspensive : l'attribution a lieu par voie de tirage au sort entre demandeurs agréés par l'Administration, sur examen de leur dossier de demande qui doit comprendre des justifications : de leur honorabilité (extrait récent du casier judiciaire), de leurs aptitudes professionnelles et de leur situation de famille.

Les candidats doivent en outre déposer avant la date des attributions une consignation représentant une partie

de la somme indispensable pour assurer la valorisation du lot.

Cette consignation est restituée aux candidats qui n'ont pu obtenir de lots.

Tout candidat ne peut se voir attribuer qu'un seul lot.

La vente est consentie moyennant un prix payable en 15 annuités, avec faculté de différer le paiement des 2^e, 3^e et 4^e termes à la quinzième année.

Le cahier des charges relatif à chaque vente détermine les travaux de mise en valeur, d'aménagement, de construction, que l'attributaire s'oblige à exécuter dans un laps de temps maximum, ainsi que le minimum de dépenses qu'il est tenu d'engager sur son lot.

A l'expiration de la première année, et à telles autres époques prévues par les cahiers des charges, une enquête technique fera connaître si les obligations de mise en valeur ont été remplies ou s'il y a lieu au contraire de poursuivre la déchéance du colon défaillant.

L'attributaire doit requérir à son nom l'immatriculation de son lot ; l'Etat peut ensuite renoncer à son antériorité d'hypothèque en faveur d'un prêteur (dahir du 22 mai 1922), jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, lorsque l'attributaire aura justifié de l'emploi à la valorisation de son lot de la totalité des fonds dont il a déclaré pouvoir disposer lors de l'attribution.

Il faut reconnaître qu'en dépit des conditions assez

strictes d'attribution, de nombreux abus se sont produits surtout dans la période des débuts. Maintenant encore certains colons ne réunissent pas toutes les qualités requises pour donner à leurs lots leur valeur maxima.

La résidence obligatoire du colon sur son lot s'impose ; sinon des personnes n'ayant en vue que la spéculation peuvent acheter bon marché un terrain qui acquiert souvent de la valeur, non pas du fait de son propriétaire, mais de celui des propriétaires des lots voisins ; ceux-ci par leur travail, obtiennent non seulement la valorisation de leurs lots mais une plus-value des terrains circumvoisins.

Trop souvent, le tirage au sort a favorisé au détriment d'énergies et de connaissances réelles des individus notoirement incapables de tirer un parti quelconque de leur lot ; ils se faisaient même remplacer sur leur terre par un gérant sous l'œil bienveillant de l'administration. Beaucoup de ces colons improvisés, à la suite d'une gestion maladroite, ont épuisé leurs disponibilités ; ils font un large appel au crédit, et lorsqu'ils sont sérieusement endettés ils quittent leur lot.

a) PETITE COLONISATION.

Les lots sont en principe situés aux abords de grandes villes ou à proximité des groupements importants de fermes européennes. Ce sont des lotissements maraîchers, suburbains (industries accessoires de la ferme) ou des lo-

tissements d'artisans ruraux, accessoires indispensables de leur profession.

Les lotissements de petite colonisation dépassent rarement 200 hectares.

En décembre 1930, la superficie de lotissement de petite colonisation était de 6.038 hectares répartis en 476 lots. Cette petite colonisation est particulièrement vivante et offrira dans l'avenir des possibilités intéressantes pour le commerce d'exportation marocain. Nous consacrons ici un développement à la production maraîchère.

La production maraîchère au Maroc

Dès le début de l'occupation française, de petites surfaces sont consacrées aux cultures maraîchères dans la banlieue immédiate de Casablanca et des autres grandes villes du Maroc. C'est en 1920 que ces cultures commencent à prendre une certaine importance due à l'évolution et au développement constant de Casablanca devenu le premier port du Maroc, le centre des affaires et une grande ville industrielle. Jusque-là les légumes frais étaient importés d'Espagne, aussi les prix de vente des produits maraîchers furent dès le début très rémunérateurs et incitèrent quelques immigrants à tenter la culture des primeurs.

La zone côtière, voisine de Casablanca, offrait un sol riche et facile à travailler, et une eau abondante ; le climat égal et doux permettait de bons rendements et cette

région devint vite un centre de production maraîchère. Lorsque les besoins du ravitaillement local furent suffisamment pourvus, on songea à créer de nouveaux débouchés et à organiser l'exportation.

L'extrême précocité des primeurs marocaines leur permet d'arriver sur les marchés de la métropole un mois avant ceux d'Algérie. Le Maroc peut donc devenir une excellente région de production maraîchère. Actuellement deux mille hectares sont consacrés à cette culture.

1°) *Organisation de la culture.* — La mise en état de production exige des frais importants (6.000 à 8.000 francs par hectare) et la culture proprement dite demande des fonds de roulement très élevés pour payer la main-d'œuvre importante que nécessitent la préparation du terrain, le pompage de l'eau, l'entretien des brise-vents, l'achat des semences, les semis-abrités, les traitements contre les maladies, les binages, les frais de récolte et de transport, l'assurance contre la grêle, etc...

Les Caisses de crédit agricole et la Caisse de prêts Immobiliers n'ont pas ménagé leur aide aux maraîchers, mais ceux-ci trouvent une grande source de crédit dans le mode d'achat sur pied par contrat qu'emploient quelques grandes entreprises se livrant au commerce des fruits et primeurs, et qui leur consentent ainsi d'importantes avances à valoir sur la livraison de la marchandise.

2°) *Commerce des primeurs.* — Les maraîchers généralement propriétaires du sol sont groupés par syndicats et

coopératives très utiles pour la défense de leurs intérêts et qui ont largement contribué à la vulgarisation sur les marchés français et européens des primeurs marocaines. Avec l'aide et l'encouragement de la Direction Générale de l'Agriculture le Syndicat des maraîchers a pu organiser toute une série de manifestations tant en France qu'à l'étranger.

Depuis 1924, 2 sociétés procèdent à l'exportation des primeurs marocaines, l'Entreprise maritime et commerciale et la Société marocaine d'exportation des primeurs.

On peut espérer que le commerce des légumes frais représentera dans quelques années un facteur important de l'économie marocaine. Les chiffres suivants montreront le développement de cette branche de l'agriculture au cours des dernières années.

Exportations de légumes frais de 1923 à 1931

1923	589 quintaux	
1924	2.451	—
1925	3.201	—
1926	6.611	—
1927	10.250	—
1928	14.688	—
1929	23.239	—
1930	41.026	—
1931	79.993	—

b) MOYENNE COLONISATION.

Le Protectorat s'est attaché particulièrement au développement de la moyenne colonisation ; c'est une colonisation peuplante, elle facilite l'implantation d'une classe rurale susceptible de s'attacher au sol, de faire souche au Maroc, d'initier l'indigène aux méthodes perfectionnées de l'agriculture moderne.

Aussi l'Etat a cherché à placer les colons dans les meilleures conditions de réussite, en leur confiant des terres choisies à proximité des voies de communication et en leur permettant d'acquérir l'outillage économique nécessaire.

La moyenne colonisation comporte la culture extensive des céréales, l'élevage, les plantations fruitières et de boisement.

Chaque projet de lotissement fait l'objet d'un examen particulier de la part du Comité de colonisation.

Jusqu'ici 15 % des lots ont été attribués aux mutilés et anciens combattants qui bénéficient de la gratuité, 25 % aux personnes domiciliées au Maroc depuis 5 ans au moins, 25 % aux immigrants. Le reste est distribué par voie de tirage au sort entre les autres candidats. Les bénéficiaires doivent prendre l'engagement de mettre eux-mêmes en valeur le lot qu'ils sollicitent et d'y habiter jusqu'au jour où ils en auront acquitté intégralement la valeur.

Le 31 décembre 1930 on comptait 791 lots de moyenne colonisation représentant une superficie de 175.878 hectares.

c) GRANDE COLONISATION.

Enfin les propriétés domaniales qui par leur situation, leur nature, leur inaptitude au morcellement ne peuvent constituer des lotissements et nécessitent pour leur mise en valeur des capitaux considérables sont vendues aux enchères restreintes entre candidats préalablement agréés. Ces grands domaines sont souvent exploités par des sociétés disposant de moyens de culture perfectionnés.

Ils représentaient en décembre 1930 : 35.680 hectares répartis en 67 lots.

En offrant aux colons à des conditions avantageuses, des biens dont l'origine de propriété est à l'abri de tout conteste, avec le surcroît de garantie résultant de l'immatriculation, le gouvernement du Protectorat leur a donné une sécurité totalement absente des transactions de gré à gré avec l'indigène.

§ IV. — LE PEUPLEMENT AGRICOLE.

On a dit que le peuplement agricole du Maroc était lent et que les Européens se fixaient surtout dans les villes. Les prodigieuses spéculations foncières des premières années, conséquence directe de l'extension rapide des centres urbains et des ports, la possibilité de gains faciles avaient certes attiré au début une population peu susceptible de s'attacher au sol.

D'autre part, l'ignorance des coutumes et de la men-

talité indigènes, la difficulté des transactions immobilières effrayaient les aspirants colons.

Cependant, dès avant la guerre, le Maroc a fait l'objet d'une rare faveur que l'on peut attribuer à l'essor rapide du pays, et au développement certain de l'esprit colonial chez les jeunes Français ; depuis 1914 l'attrait exercé par le Maroc est allé en s'accroissant, et le bouleversement de l'état social dû à la guerre a contribué à augmenter le nombre des colons.

Il est certain que la population d'un pays neuf comprend les éléments instables de la Métropole et que certains immigrants n'avaient pas toutes les qualités requises pour constituer l'élément civilisateur, mais il faut reconnaître que l'esprit de risque qui les animait et la hardiesse de leurs vues ont servi souvent la cause de la colonisation.

Il convient de remarquer, que pour moitié au moins, les attributaires de lots de colonisation proviennent d'Algérie et de Tunisie ; il y a lieu de se féliciter de cette constatation, car ces colons déjà familiarisés avec le climat, avec les conditions de culture spéciales à l'Afrique du Nord, avec le langage et les mœurs indigènes, sont particulièrement qualifiés pour réussir au Maroc.

Cependant, on avait craint, surtout aux débuts du Protectorat, de voir l'influence française diminuée à la suite de la constitution de vastes domaines par des ressortissants étrangers, particulièrement par les Allemands (frères Mannesmann), mais à la déclaration de la guerre les

biens allemands ont été mis sous séquestre pour toute la durée des hostilités, puis vendus conformément aux stipulations du traité de Versailles.

Après la guerre, le problème du peuplement se trouvait en partie résolu. Les colons français constituent aujourd'hui la majorité de la population agricole européenne. Le 1^{er} janvier 1930, on comptait 2.595 Français exploitant 680.000 hectares, alors que les étrangers, au nombre de 231, ne disposaient que de 46.000 hectares.

Après les Français, les immigrants les plus nombreux sont les Espagnols et les Italiens. De même qu'en Algérie et en Tunisie, lors des débuts de la colonisation, ils appartiennent généralement à des milieux très modestes ; ils forment la masse des ouvriers et des tâcherons. Les Italiens sont le plus souvent employés dans des entreprises de construction. Les Espagnols, originaires de l'Andalousie, travaillent la terre comme maraîchers, mais ils sont rarement propriétaires.

§ V. — LA TUTELLE GOUVERNEMENTALE.

Le colon français qui a acheté une terre ou a obtenu l'attribution d'un lot de colonisation, est propriétaire d'une terre nue, sans la moindre construction, le plus souvent, sans matériel ni cheptel. Il doit posséder de sérieuses qualités d'énergie et d'initiative et l'on conçoit qu'il n'ait pas la même mentalité que le cultivateur français. Ici, il ne

s'agit plus de continuer dans une paisible campagne l'exploitation d'un bien de famille transmis de père en fils, souvent objet des soins de plusieurs générations. Il doit mettre en valeur, le plus rapidement possible, un domaine de plusieurs centaines d'hectares ; il lui faut « voir grand » et ne pas reculer devant les dépenses qui sembleraient démesurées à un paysan français.

D'autre part, les difficultés techniques d'exploitation sont nombreuses ; si la terre est fertile, la récolte n'est toujours pas assurée. Deux ou trois mois sans pluie, une invasion de sauterelles et les efforts d'une campagne sont anéantis.

Comme dans toute l'Afrique du Nord, le programme de mise en valeur agricole consiste à tirer le maximum des surfaces cultivées, à accroître surtout l'étendue de ces surfaces, enfin à introduire des cultures nouvelles. Mais, dans le choix des cultures à entreprendre, le colon doit s'inspirer de deux considérations : les conditions naturelles du pays, et les disponibilités du marché européen, en particulier du marché français. Le problème est très difficile à résoudre pour les arrivants, car on ne saurait leur conseiller les cultures qui feraient une concurrence directe aux cultures françaises ou algériennes. Comme l'écrivait M. Lucien Saint : « Les agriculteurs de toutes les provinces de France disent au Maroc : pas de blé ; pas d'huile recommandent les Tunisiens ; pas de primeurs dit la vallée du Rhône et même la Bretagne ; pas de sucre déclarent les betteraviers

du Nord ; pas de vin, surtout pas de vin, proclame le Midi tout entier ».

Ainsi, le colon devra se livrer aux seules cultures qui trouveront un débouché certain ; s'il est protégé par l'Administration marocaine qui ne lui refuse jamais son aide, il ne doit pas oublier que le Maroc, mis en valeur par des mains françaises, est soumis au régime international : les produits marocains sont frappés à leur entrée dans la Métropole de droits souvent prohibitifs ou soumis au contingentement.

Au Maroc, il faut donc que l'immigrant accepte la sujétion administrative dans son propre intérêt.

Enfin, pour peu qu'une entreprise soit importante, elle nécessite l'emploi de nombreux auxiliaires indigènes que le colon a généralement grand peine à trouver ; l'administration a donc eu à organiser le marché de la main-d'œuvre et même à créer des courants d'immigration dans les régions à mettre en valeur.

Cette protection constante de l'administration, cette véritable tutelle, se manifeste au Maroc dans tous les domaines. Ainsi le colon a droit à la sécurité ; or dans les régions tout à fait pacifiées, il arrive au moins par moments que cette sécurité soit menacée ; nombreux sont les Français qui sont tombés victimes de rancunes indigènes ou de simple banditisme, nombreux sont ceux qui pâtiennent journellement de rapines et même de vols minutieusement organisés (bechara). Mais la sécurité du colon ne peut être

assurée que s'il se soumet à certaines obligations en particulier s'il ne va pas s'installer dans les régions classées comme zones d'insécurité, s'il n'isole pas son habitation, s'il obéit de bonne grâce aux règles prévues pour l'installation des centres de colonisation.

Le colon a besoin par ailleurs que le gouvernement s'intéresse à sa santé, à l'éducation de ses enfants, à ses communications avec le reste du Maroc. Mais à cet égard encore, il lui faut sacrifier une part de sa liberté pour permettre au gouvernement de réduire ses frais généraux. On ne peut par exemple prévoir un médecin, une école, un bureau de poste, une route pour chaque colon, sous prétexte qu'il a plu aux colons d'une région d'éparpiller leurs habitations.

Il est donc naturel que l'immigrant soit en contact permanent avec l'Administration ; celle-ci n'a pas ménagé son aide au colon. La Direction Générale de l'Agriculture a, dans ses attributions, la centralisation et la vulgarisation de tous renseignements utiles à l'agriculture, l'octroi de subventions (de nombreuses primes viennent encourager les agriculteurs) (1) ; l'étude des questions économiques et

- (1) Prime au défrichement : 20 % des frais, d'exécution d'après l'expertise et jusqu'à 100 hectares, de 100 à 500 hectares, 10 %.
Prime à la plantation des oliviers, des caroubiers, 3 francs par arbre repris avec un maximum de 3.000 francs par an et par exploitation.
Primes à l'élevage, à l'achat de géniteurs de race perfectionnée, etc...

fiscales intéressent l'agriculture, législation rurale, défense des cultures, améliorations foncières, constructions rurales, travaux hydrauliques, études des appareils de culture mécanique et du matériel agricole les mieux appropriés aux besoins de la culture marocaine.

Mais si l'Administration procure au colon de nombreuses facilités en vue d'une exploitation rationnelle, celui-ci doit avant de mettre ses terres en culture réaliser de nombreuses améliorations foncières qui nécessitent de gros capitaux : défrichement, construction de bâtiment, aménagement d'eau. De plus, il a besoin d'un fonds de roulement pour les dépenses échelonnées au cours de la campagne agricole : achats d'engrais de semence, de bestiaux, paiement de la main-d'œuvre.

De plus, le Protectorat s'est préoccupé de développer au Maroc les procédés de culture mécanique, en raison de la pénurie des animaux de trait, afin d'étendre les superficies cultivées. L'étendue des exploitations, 300 à 1.000 hectares, et plus, d'un seul tenant, sur des terrains peu accidentés, se prête aisément à la culture mécanique (1), mais les machines et les tracteurs coûtent cher, les mois-

Ristournes ou exonération de droits de douane pour le matériel agricole (tracteurs, machines, aermoteurs).
Subventions à l'achat de superphosphates ; les colons acheteurs de superphosphates produits au Maroc, reçoivent une subvention de 6 fr. 50 par quintal.

- (1) Montant en tonnes des importations de machines agricoles, de grains à ensemercer, d'engrais chimiques, et livraison des Phosphates marocaines :

sonneuses, batteuses atteignent 75.000 francs, les tracteurs 40.000 francs.

Même possédant une fortune suffisante pour faire face aux exigences de son exploitation, le colon ne voit guère de rentrées d'argent qu'une fois par an au moment de la récolte. Lorsque la récolte ne répond pas à ses espoirs, il peut se trouver gêné et dans l'obligation de recourir à des prêteurs exigeants. Une suite d'années déficitaires peut produire l'amenuisement de son avoir et le colon ruiné abandonne sa terre.

Jusqu'en 1919 l'Etat sembla se désintéresser de la question et laissa les colons livrés à leur seule initiative. Pour se procurer l'argent dont ils avaient un pressant besoin, ceux-ci n'avaient d'autre ressource que de s'adresser aux prêteurs professionnels qui leur avançaient à des taux usuraires les fonds qui leur étaient nécessaires. Cette situation risquait de ruiner la colonisation et d'arrêter l'essor agricole de l'Empire Chérifien.

Le Protectorat a compris alors la nécessité du crédit à

	1927	1928	1929	1930
Importation de machines agricoles ...	2.995	4.946	4.866	3.169
Importation de tracteurs agricoles ...	1.567	1.052	193	326
Importation de graines à ensemençer.	255	229	378	1.272
Importation d'engrais chimiques	1.784	6.029	5.532	4.943
Livraison aux colons par l'Office des Phosphates, de phosphates naturels, nombres en tonnes	790	690	1.365	2.670
Ces chiffres, bien que concernant la culture européenne et la culture indigène, se rapportent surtout à la première.				

l'agriculture dans un pays où les exploitations naissantes éprouvent des difficultés particulières. Aussi en 10 ans a-t-il établi une organisation de crédit très complète et parfaitement adaptée aux besoins. Il a procédé avec prudence, par expériences successives, mais n'a jamais institué un crédit d'Etat. Le crédit agricole est fondé sur la mutualité et repose sur l'existence de sociétés professionnelles.

CHAPITRE II

LE DAHIR ORGANIQUE DU 15 JANVIER 1919

Ce dahir autorise la constitution de caisses locales de crédit agricole dans toute la zone française de l'Empire Chérifien.

OBJET DES CAISSES.

Elles ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole et effectuées par leurs membres. Elles peuvent notamment :

1°) consentir des prêts à court terme, les renouveler s'il y a lieu contre remise de papier négociable, à leurs sociétaires qui justifient de l'utilité et du caractère agricole de leurs emprunts et présentent les garanties voulues ;

2°) escompter leurs effets ayant un caractère agricole et après les avoir endossés faire réescompter ces effets à une caisse centrale ;

3°) recevoir des dépôts de fonds en compte courant avec ou sans intérêt ;

4°) placer les fonds momentanément inutilisés ;

5°) contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement ;

6°) contracter des assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail, les accidents et tous autres risques professionnels.

CAPITAL SOCIAL :

Il ne peut être constitué qu'à l'aide de parts souscrites par les membres de la caisse. Ces parts peuvent être de valeur inégale et elles sont nominatives et ne sont transmissibles qu'à des membres de la caisse.

La Caisse n'est valablement constituée qu'après versement du 1/4 du capital souscrit.

Dans le cas d'augmentation du capital, le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation.

STATUTS :

Ils déterminent le mode d'administration de la Caisse et l'étendue de la responsabilité de chacun des sociétaires dans les engagements pris par la caisse. Ils fixent les prélèvements qui seront retenus au profit de la caisse sur les opérations faites par elles.

SITUATION JURIDIQUE DES CAISSES :

Ce sont des sociétés commerciales soumises de ce fait aux dispositions du dahir Code du Commerce annexe VIII au dahir de promulgation du 12.8.1913.

PUBLICITÉ :

Avant toute opération, les statuts comprenant la liste complète des administrateurs, gérants et sociétaires, et le montant de chaque souscription seront déposés en double exemplaire au secrétariat du Greffe de la Justice de paix de la circonscription où siège la Caisse.

Chaque année, au mois de février, la liste des membres faisant partie de la caisse à cette date ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédant seront déposés au même Greffe.

GESTION :

Les caisses locales ne peuvent être gérées et administrées que par un ou plusieurs de leurs membres.

A ces caisses locales de crédit sont superposées des caisses centrales.

CAISSES CENTRALES DE CRÉDIT.

Elles sont constituées par une ou plusieurs caisses locales après autorisation du gouvernement. Leur but est de faciliter les opérations effectuées par les membres des caisses locales de leur circonscription et garanties par ces caisses.

Elles escomptent les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par celles-ci.

Elles peuvent leur consentir des avances pour constituer leurs fonds de roulement, recevoir des dépôts, faire réescompter leur portefeuille.

Elles peuvent recevoir du Gouvernement des avances spéciales dont elles garantissent le remboursement dans un délai fixé.

Les caisses centrales conservent tout droit de contrôle sur les opérations des caisses locales de crédit agricoles mutuel avec lesquelles elles sont en relation d'affaires.

Les statuts des caisses centrales indiquent leur mode d'administration, la composition du capital social, le nombre de parts, le maximum de bons à émettre.

Les conditions de publicité requises sont les mêmes que pour les caisses locales.

AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU PROTECTORAT.

Des avances sans intérêt sont consenties par l'Etat aux Caisses centrales sur demande écrite de celles-ci, et après délibération d'une commission du Crédit agricole mutuel comprenant le Directeur Général des Finances et le Directeur Général de l'Agriculture.

La caisse s'engage à se soumettre à toutes vérifications que le Directeur Général des Finances est autorisé à faire effectuer par ses agents à toute époque.

Le total des avances consenties à chaque caisse ne peut en aucun moment dépasser le quadruple du capital de souscription versé en espèces.

Les avances ne peuvent être consenties pour une durée supérieure à 5 ans.

RESPONSABILITÉ.

A chaque réalisation partielle de crédit la caisse centrale bénéficiaire remet au Trésor en même temps que son acquit sur l'ordonnance de paiement l'engagement de se libérer à l'échéance indiquée par la décision d'attribution. Le remboursement des effets échus peut être poursuivi soit contre la caisse en totalité, si d'après les statuts les associés sont solidairement tenus des engagements de la caisse, soit contre chaque membre isolément si la précédente clause ne figure pas dans les statuts.

Le Trésor a également action contre les caisses locales à concurrence des sommes qu'elles ont reçu de la caisse centrale et qu'elles ne lui ont pas encore remboursées à la date d'échéance des effets.

★ ★

Le dahir organique du 15.1.1919 est nettement inspiré de la législation française :

1) Il instaure un crédit agricole mutuel. Les caisses de Crédit Agricole, associations de cultivateurs engagés eux-mêmes pécuniairement et personnellement dans les opérations de prêts, se cautionnent mutuellement ; elles peuvent ainsi, indépendamment des fonds mis à leur disposition par l'Etat, obtenir de la part de tiers les fonds nécessaires à leurs opérations à des taux réduits.

2) Il ne permet aux Caisses que des opérations de crédit à court terme. L'énumération des opérations autorisées ne

comporte aucune possibilité de crédit à moyen terme. C'est un crédit qui correspond au crédit bancaire, les renouvellements ne doivent pas excéder la durée d'une campagne agricole. On doit reconnaître que le législateur en créant l'institution se devait de ménager l'avenir et de n'envisager l'établissement du crédit à moyen terme qu'après une certaine période de fonctionnement. Mais l'aide apportée par le crédit à court terme était notoirement insuffisante et ne permettait aucune amélioration durable du sol.

3) Deux sociétés de crédit sont superposées l'une à l'autre (Caisse centrale et caisse locale) pour répartir les avances.

Cette dualité se justifie en France; les Caisses centrales facilitent les opérations des caisses locales mais ont surtout le rôle d'assurer une répartition équitable des fonds. L'Etat ne saurait assurer en effet cette tâche ; il faut un organisme placé auprès des agriculteurs et en relations étroites avec eux ; il est, de plus, nécessaire de réduire le jeu des influences politiques. La dotation du Crédit Agricole en France doit être distribuée entre de très nombreuses caisses locales ; ainsi se justifie l'existence des Caisses centrales. La moyenne des caisses locales affiliées en France à une Caisse régionale dépasse en effet 33 alors que le maximum au Maroc ne paraissait pas devoir dépasser 6 ou 8. Il semble donc que la création de Caisses centrales n'était pas justifiée au Maroc.

Quant aux Caisses locales elles sont, en France, desti-

nées à localiser le Crédit affecté aux Caisses régionales, elles sont constituées par un noyau d'agriculteurs, en général les habitants d'une même commune. Or, au Maroc, il ne saurait être question d'un organisme si réduit. La colonisation est très dispersée et en 1919, la grande entreprise est la règle. A cette époque, chaque année, 30.000 hectares environ sont livrés à la colonisation officielle. Il est donc presque impossible de grouper des colons dispersés en sociétés locales. D'où l'inutilité de superposer deux Caisses, l'une d'elles ne pouvant se constituer que très difficilement.

La création de la Caisse du Maroc Oriental (Caisse d'Oujda) où les deux échelons prévus par la législation française (et le dahir de 1919) étaient fusionnés a montré d'autre part qu'il n'y avait que des avantages à former un seul organe de crédit.

4) Enfin, l'application du dahir a révélé des difficultés pratiques de fonctionnement notamment celle résultant de l'impossibilité constatée d'exiger des Caisses Locales une comptabilité régulière, première garantie d'une bonne gestion.

Il convient enfin de signaler que l'Etat n'a trouvé au début que très peu d'encouragement dans sa tâche.

C'est lui qui a donné l'impulsion nécessaire en encourageant la formation de ces sociétés, c'est lui aussi qui les a guidés dans leur fonctionnement (distribution de statuts types, méthodes de comptabilité). Mais cette première or-

ganisation, exactement calquée sur le régime français, s'avéra à l'usage trop complexe pour la jeune économie marocaine.

Dans ce premier stade de 1919 à 1923, on constate donc une certaine ignorance et même de la méfiance à l'égard de ces institutions ; les agriculteurs ne donnent pas aux Caisses l'extension qu'elles auraient pu prendre grâce à une plus large application de principe de la responsabilité solidaire, base essentielle du mouvement coopératif. La crainte d'une interdépendance semble donc être le principal sentiment qui s'est opposé aux efforts de ceux qui se sont consacrés à la formation de ces institutions.

★ ★

LES RÉFORMES A OPÉRER.

Il semblait que le dahir de 1919 en s'inspirant étroitement de la législation française n'avait pas créé l'institution répondant aux besoins de l'agriculture marocaine. La première réforme envisagée fut celle de l'extension du crédit ; les opérations de crédit à court terme étaient réellement insuffisantes ; il devenait nécessaire d'étudier l'institution du crédit à moyen terme.

D'autre part, l'expérience de la Caisse du Maroc Oriental d'Oujda était pleinement réussie, la seconde réforme à étudier était donc la suppression des deux échelons et leur remplacement par un seul organe de crédit réunissant les attributions précédemment dévolues aux deux échelons.

C'est sur les instances renouvelées du Conseil Supérieur de l'Agriculture, des Chambres consultatives et / des Associations agricoles que le Protectorat décida de mettre à l'étude ces deux réformes.

Une Commission, spécialement formée de représentants des Caisses et de l'Administration, fut chargée de préciser les conditions de fonctionnement de la nouvelle institution. Son rapport conclut nettement :

1°) à l'institution du crédit à moyen terme sous forme de prêts remboursables par amortissements annuels ;

2°) à la suppression des Caisses locales.

Cependant, comme il était nécessaire de constituer des groupements localisés dont les membres puissent former le jury de classement indispensable et comme il fallait limiter en premier lieu à ce groupement les risques connus par les associés, la Commission a reconnu indispensable de provoquer par des dispositions statutaires autorisées, un fonctionnement variable dans la composition des nouvelles caisses de crédit (création de sections locales formant des comités locaux d'escompte).

3°) à la modification du statut juridique des caisses. Le dahir de 1919 qualifiait de sociétés commerciales les sociétés de Crédit mutuel. Il en résultait des complications quand il s'agissait de réaliser certaines opérations. Il semble que juridiquement ces groupements doivent plutôt être rangés dans la catégorie des associations que dans celle des Sociétés ; cependant, elles ne peuvent pratiquement fonc-

tionner en suivant les règles prévues pour les associations ordinaires. Il a donc paru rationnel de maintenir le classement des Caisses de Crédit dans la catégorie des Sociétés, mais on ne leur a pas laissé le caractère commercial que leur attribuait le dahir de 1919.

On doit remarquer que le législateur marocain a constitué une société « sui generis » qui participe à la fois de l'association et de la société. Cette innovation se fonde uniquement sur des considérations pratiques. C'est une décision particulièrement libérale qui montre la possibilité, grâce à la souplesse de la législation marocaine (dahir) de favoriser une institution naissante.

Ces études ont abouti au dahir du 9 mai 1923 sur le Crédit Agricole mutuel qui constitue la base du régime actuel.

CHAPITRE III

LE DAHIR DU 9 MAI 1923 LE CRÉDIT A COURT TERME

EXPOSÉ DES MOTIFS.

« Depuis 1919, le Gouvernement s'est préoccupé de favoriser la constitution des sociétés de crédit agricole mutuel prévues au dahir du 15 janvier 1919 qui a réglementé les opérations de crédit individuel et collectif à court terme effectuées par des caisses centrales et locales de crédit agricole.

« Pour permettre à ces institutions d'accomplir leur tâche avec le maximum d'efficacité, il a paru indispensable d'introduire dans la législation existante des dispositions permettant l'organisation du crédit individuel à moyen terme, par l'attribution de prêts amortissables comportant des garanties réelles.

« Mais les additifs nécessaires amenaient en fait une refonte complète du dahir organique et il a semblé opportun de saisir cette occasion pour réaliser, dans le mécanisme des opérations autorisées, des simplifications reconnues justifiées.

« De même que le texte du 15 janvier 1919, le nouveau dahir s'inspire de la législation française, il ne prévoit cependant qu'un seul organe de crédit mutuel, agencé de façon à réunir les attributions précédemment dévolues aux caisses centrales et aux caisses locales et à présenter les mêmes garanties à l'égard des associés et des tiers.

« Le présent dahir marque donc une nouvelle étape vers une amélioration et une simplification du fonctionnement des œuvres de crédit agricole mutuel au Maroc.

Les caisses de crédit agricole mutuel peuvent se constituer avec l'autorisation du Directeur Général de l'Agriculture, sur l'avis conforme du Directeur général des Finances.

A) CONSTITUTION DES CAISSES.

Aux termes de l'article 1^{er} du dahir, elles peuvent être constituées par les propriétaires de fonds ruraux situés dans la circonscription de la caisse, exploitant par eux-mêmes ou faisant valoir par autrui ; les fermiers, métayers, régisseurs, et en général, tous préposés à la culture de ces fonds, enfin par les personnes exerçant une profession permettant leur inscription sur la liste des électeurs aux Chambres d'Agriculture (en vue de renforcer le caractère professionnel de ces institutions).

Les caisses de crédit agricole mutuel ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant directement la production agricole, effectuées par

leurs sociétaires individuels ou par les sociétés coopératives.

Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement (pour éviter aux Caisses les aléas des transactions immobilières).

B) CAPITAL.

Le capital social ne peut être constitué qu'au moyen de parts souscrites par les membres de la caisse. Ces parts sont nominatives et ne peuvent faire l'objet soit d'une cession, soit d'une dation en gage qu'à des membres de la caisse ou à des personnes réunissant les conditions requises pour en faire partie avec l'agrément de la caisse.

En cas de démission, exclusion ou décès, les sociétaires ou leurs héritiers ont droit au remboursement de leurs parts, mais le capital ne peut être réduit, par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital ayant servi de base aux avances de l'Etat.

Ici on remarque le souci du législateur d'éviter tout risque de spéculation, le capital étant constitué à l'aide de parts nominatives dont la cession est subordonnée à l'agrément de la Caisse.

On aurait pu, en somme, qualifier d'actions les souscriptions aux caisses de crédit en garantissant celles-ci contre la spéculation par l'obligation des titres nominatifs et l'interdiction de cession à des tiers sans l'agrément de la société. Mais en supprimant cette appellation et en la remplaçant par « la part », les rédacteurs du projet ont

d'abord voulu écarter toute ressemblance avec les sociétés financières à forme capitaliste, dont la société par actions est la forme la plus parfaite. La part, telle qu'elle a été conçue et créée par le législateur français du 5 novembre 1894, présente en outre avec l'action de notables différences. Alors que les actions sont, de leur nature même, de valeur égale, les parts, dans les Caisses de crédit peuvent être de valeur inégale. Les actions produisent un dividende provenant de la répartition des bénéfices ; les parts ne donnent qu'un intérêt limité aux opérations de chaque sociétaire.

La loi du 5 août 1920 a ajouté cette nouvelle distinction : le porteur d'une part, dans les caisses ayant reçu des avances de l'Etat ne peut prétendre à aucun droit sur les réserves, alors que l'actionnaire a toujours un droit proportionnel à l'actif de la Société (capital et réserves).

Comme les sociétés anonymes les caisses ne peuvent fonctionner que lorsqu'elles sont formées de 7 membres au moins, et après versement du quart du capital souscrit.

Au point de vue de leur situation juridique, les caisses de crédit agricole mutuel sont soumises exclusivement aux dispositions des articles 10 à 28, 128 et suivants du dahir formant Code de Commerce. Les caisses sont des sociétés d'un type particulier soumises aux dispositions du dahir-Code de Commerce en ce qui concerne la tenue des livres de Commerce, les lettres de change, billets à ordre, et à la prescription y relative, ainsi qu'à la législation relative aux faillites, banqueroutes, liquidation judiciaire.

C) FORMALITÉS DE PUBLICITÉ

Les caisses sont soumises aux conditions de publicité suivantes :

Avant toute opération, les statuts, signés par 7 membres fondateurs, au moins, avec la liste complète des administrateurs, gérants directeurs ou commissaires aux comptes, et des sociétaires, indiquant leurs nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, sont déposés en double exemplaire au secrétariat-greffe de la justice de paix de la circonscription dans laquelle la caisse a son siège.

De plus, dans l'intérêt des tiers, il est déposé chaque année dans la première quinzaine de février, au même secrétariat-greffe et également en double exemplaire une liste des membres faisant partie de la caisse à cette date, ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

L'un des doubles de chaque document déposé est adressé séance tenante, par le juge de paix, au secrétariat greffe du tribunal de première instance de la circonscription.

Les deux doubles doivent être communiqués à tout requérant.

Les tiers qui désirent contracter avec la société peuvent ainsi se rendre compte des garanties données, de la valeur de son administration et des variations dans le capital et la personne des sociétaires. La même publicité doit être faite à l'occasion de modifications aux statuts.

Il faut reconnaître que cette publicité n'atteint pas le but visé. Les comptes rendus déposés par les caisses sortent rarement des archives des greffes. Cependant, les Caisses insèrent dans des bulletins ou dans les journaux locaux le bilan de leurs opérations et le compte-rendu de leurs assemblées, et ainsi une large publicité atteint aisément le public.

D) OPÉRATIONS DES CAISSES DE CRÉDIT AUTORISÉES PAR
LE DAHIR DU 9 MAI 1923

Les caisses de crédit agricole mutuel peuvent consentir à tous leurs sociétaires :

1°) des prêts d'argent à court terme dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle les prêts sont consentis ; l'opération doit en principe être terminée à la réalisation de la campagne agricole (10 mois).

2°) des prêts d'argent à moyen terme pour la mise en valeur ou l'amélioration de leurs propriétés remboursables en 6 années au maximum par amortissements annuels d'un sixième.

Ces derniers prêts comportent obligatoirement des garanties réelles telles que : nantissements mobiliers, warrants ou hypothèques.

Elles peuvent en outre :

1°) escompter les effets souscrits ou acceptés par ses sociétaires et faire réescompter son portefeuille ;

2°) se charger de tous paiements ou recouvrements ayant un objet agricole ;

3°) contracter après autorisation de la Commission de Crédit Agricole des emprunts en vue de l'augmentation de son fond de roulement ;

4°) recevoir des dépôts en compte courant et même des dépôts de titres ; émettre des bons de caisse à échéance variable avec ou sans intérêts en faveur des agriculteurs domiciliés dans leur circonscription. Le total des bons créés et des dépôts reçus ne doit pas excéder les $\frac{3}{4}$ des effets en portefeuille ;

5°) se faire consentir des avances sur titre ;

6°) placer les fonds momentanément disponibles, soit en compte courant au Trésor, soit à la Banque de rées-compte, soit en achats de fonds d'Etat français ou marocains, ou garantis par les gouvernements français et marocain ;

7°) contracter des assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail, les accidents ou tous autres risques professionnels ;

8°) recevoir de l'Etat des avances spéciales dont elles garantissent le remboursement dans les délais fixés.

L'énumération des opérations visées ci-dessus et que les Caisses peuvent faire seulement avec leurs membres est strictement limitative.

Les emprunteurs doivent présenter les garanties nécessaires. La Société est donc libre d'accorder ou de refuser

toute demande de crédit suivant la confiance que lui inspirent les emprunteurs, et d'exiger des sûretés quand elle le juge nécessaire. Elle doit aussi, en principe, surveiller l'emploi des fonds qu'elle distribue, mais en fait cette prescription n'a pas été observée.

D'autre part, pour fixer le montant des dépôts à recevoir ou des bons à émettre, il suffit de totaliser le montant des effets en portefeuille, d'en prendre les $\frac{3}{4}$ et de déduire du résultat les dépôts reçus et les bons émis.

Pour la réalisation des prêts à court terme, la caisse escompte les effets souscrits par ses propres sociétaires. Pour la réalisation des prêts à moyen terme, la caisse fait signer à ses membres des engagements spéciaux qui fixent les conditions du prêt, les garanties fournies et les conditions du remboursement.

E) STATUTS DES CAISSES

Les statuts déterminent :

1°) le siège de la circonscription territoriale de la caisse ;

2°) le mode d'administration ;

3°) la nature et l'étendue des opérations de la caisse ;

4°) les garanties exceptionnelles exigées des opérations effectuées avec le fonds de réserve prévu à l'article 12 ci-après ;

5°) les règles à suivre pour :

a) la modification des statuts,

b) la dissolution de la caisse (notamment lorsque l'assemblée générale a décidé cette dissolution en vue de la constitution de plusieurs caisses dans la même circonscription territoriale),

c) la composition du capital et les règles adoptées en ce qui concerne l'augmentation du capital, la proportion dans laquelle chaque associé peut contribuer à la constitution de ce capital et les conditions dans lesquelles il peut se retirer.

6°) le maximum des dépôts à recevoir en compte courant et les bons à émettre, ainsi que l'intérêt à servir aux déposants ;

7°) le taux de l'intérêt des parts qui ne peut excéder le taux moyen annuel du réescompte en banque ;

8°) l'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chaque groupement territorial et à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la caisse. Les sociétaires sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations en cours au moment où ils se retirent, dans tous les cas, leur responsabilité cesse 5 ans après la date de leur sortie.

Les statuts déterminent également les limites maxima et minima des prélèvements retenus au profit de la caisse sur les opérations faites par elle.

En sus de l'intérêt qui leur revient aucun dividende

ne peut être attribué aux parts sociales. Après affectation de la part des bénéfices revenant au fonds de réserve, le surplus des prélèvements retenus au profit de la Caisse est affecté par anticipation au remboursement des avances de l'Etat et de la Banque d'Etat du Maroc.

Après remboursement de ces avances, le reliquat disponible peut être réparti entre les membres de la caisse au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations au cours de l'année écoulée.

Ainsi, les fondateurs ont la plus grande liberté quant à l'élaboration des statuts surtout en ce qui concerne le montant des parts (qui n'ont ni maximum ni minimum) et la responsabilité des sociétaires.

Les statuts pourront donc prévoir la responsabilité illimitée ou se contenter d'un engagement solidaire égal ou supérieur au montant de la souscription.

On doit remarquer de plus, que l'interdiction de distribuer un dividende indique l'intention du législateur d'enlever aux caisses le caractère de sociétés commerciales par action que leur avait donné le dahir de 1919. Le bénéfice provenant des opérations est simplement réparti entre les membres de la caisse, mais au prorata du chiffre de ces opérations. C'est en quelque sorte la restitution d'un trop perçu plus qu'une distribution de bénéfices.

Les statuts mentionnent expressément que les membres de la caisse chargés de l'administration sont Français ou

Marocains non protégés par une puissance étrangère (censaux).

La Direction des Caisses agricoles est confiée à un personnel librement choisi et rémunéré par le Conseil d'Administration.

En cas de dissolution, le fonds de réserve et le reste de l'actif net, après paiement des dettes sociales et remboursement des parts sociales (dont le taux ne peut excéder le montant de la somme effectivement versée par le souscripteur) sont affectés à une œuvre d'intérêt agricole, sur décision de l'Assemblée Générale approuvée par la Commission de Crédit agricole mutuel.

E) AIDE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT ET GARANTIES EXIGÉES.

L'attribution des avances de l'Etat aux Caisses de crédit agricole mutuel est faite par décision du Directeur général des Finances prise sur l'avis conforme d'une commission dite Commission de crédit agricole mutuel, composée :

- 1°) Du secrétaire général du Protectorat, président ;
- 2°) Du directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la colonisation ;
- 3°) D'un délégué du Directeur Général des Finances ;
- 4°) De deux représentants des caisses de crédit agricole mutuel ; ces représentants sont choisis parmi les membres desdites caisses et désignées par le Directeur général de

l'Agriculture, du commerce et de la colonisation pour deux ans.

5°) De l'agent chargé par le Directeur général des Finances de la vérification du fonctionnement des caisses. Un fonctionnaire de la direction générale de l'Agriculture du Commerce et de la colonisation assiste aux séances et remplit les fonctions de secrétaire.

La commission fixe la durée de chaque prêt et le montant de l'avance.

Le total des avances consenties à chaque caisse peut au maximum atteindre le quadruple du capital de souscription versé en espèces. Les avances ne peuvent être consenties pour une durée de plus de 5 ans. Elles sont renouvelables.

Il est procédé au renouvellement des avances conformément au présent article et à l'article précédent.

A chaque réalisation de crédit, la caisse bénéficiaire remet au Trésorier Général en même temps que son acquit sur l'ordonnance de paiement, l'engagement de se libérer à l'échéance indiquée par la Commission. L'engagement est signé par deux administrateurs délégués qui engagent de ce fait la caisse de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'insérer une disposition spéciale à cet effet dans les statuts.

En cas d'infraction aux dispositions du dahir, de violation des statuts ou de modifications qui ne sont pas ap-

prouvées par la Commission du Crédit Agricole mutuel les avances sont immédiatement remboursables.

Toute avance non remboursée à l'échéance prévue porte de plein droit intérêt à partir de ladite échéance.

Le taux de l'intérêt est le même que celui pratiqué le jour de l'échéance par la banque de réescompte.

Le remboursement des avances de l'Etat peut être poursuivi :

1°) soit contre la caisse en totalité ;

2°) soit contre chaque membre isolément.

a) En totalité, si aux termes des statuts, les associés sont tenus solidairement et sans limite des engagements de la caisse ;

b) jusqu'à concurrence de sa part d'intérêt, lorsque l'engagement de chaque sociétaire a été limité par les statuts.

En cas de concurrence avec d'autres créanciers, le Trésor est privilégié.

F) RÉPARTITION DES CAISSES.

Le dahir prévoit la liquidation des caisses locales instituées par le dahir du 15 janvier 1919 qui devra être poursuivie à la diligence du Directeur général des Finances. Après vérification des comptes, l'actif et le passif des caisses locales sera incorporé de plein droit dans les comptes des caisses centrales de crédit agricole mutuel, lesquelles fonctionneront dans les conditions nouvelles fixées par le

présent dahir sous le nom de caisses de crédit agricole mutuel.

Dès lors, la législation sur le Crédit Agricole mutuel repose sur l'existence de 3 caisses régionales.

Une à Rabat pour le Nord du Maroc comprenant 8 sections locales ;

Une à Casablanca pour le Sud du Maroc comprenant 5 sections locales ;

Une à Oujda pour le Maroc Oriental comprenant 2 sections locales.

Au cours de l'année 1929, l'Administration du Protectorat a procédé à une nouvelle répartition territoriale des Caisses de Crédit jusqu'alors au nombre de 3. Ces organismes sont depuis le 1^{er} juillet 1929 au nombre de 5. A cette date, en effet, la Caisse de Crédit Agricole Mutuel du Nord du Maroc a été dissoute et remplacée par 3 nouvelles Caisses :

La caisse de la Région de Meknès.

La caisse de la région de Fez et Taza.

La caisse de la Région de Rabat.

Cette nouvelle répartition a été la conséquence du développement de la colonisation dans les régions de Fez et de Meknès et a permis une meilleure distribution du crédit dans ces régions.

Le crédit à court terme est pratiqué actuellement tel que l'organisait le dahir du 9 mai 1923.

Mais le Crédit à moyen terme tel qu'il fonctionne au-

jourd'hui date de 1925 : le rapide essor de la colonisation et le développement de cette forme de crédit ont fait constater dès 1924, la nécessité de seconder l'action des Caisses de Crédit agricole mutuel, en faisant mettre à leur disposition pour le crédit à moyen terme de nouvelles ressources. Ces fonds ont été apportés par la Caisse des Prêts Immobiliers du Maroc qui organisa en 1924 le crédit à long terme.

Nous exposerons donc le fonctionnement du crédit à court terme, puis nous consacrerons une partie de notre étude à la Caisse de Prêts Immobiliers qui dispense les crédits nécessaires au long terme depuis 1924, puis au moyen terme depuis 1925.



FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU CRÉDIT A COURT TERME

Les Caisses agricoles du Maroc, organisations mutuelles auxquelles le Protectorat a laissé le soin d'individualiser le crédit effectuent toutes les opérations confiées dans la Métropole aux caisses régionales et aux caisses locales.

Les prêts sont destinés à faciliter la trésorerie des cultivateurs pour l'exécution des divers travaux agricoles au cours d'une même campagne.

Les emprunts à court terme doivent être remboursés à la réalisation de la récolte envisagée. Les opérations autorisées consistent donc en achats de semences, d'engrais, d'animaux (de labour principalement), de matériel cou-

rant, de carburants, paiement de la main d'œuvre, tous frais récupérables au cours de l'année.

DURÉE :

Les prêts à court terme sont consentis pour une durée maxima de dix mois, avec un intervalle obligatoire de deux mois entre le remboursement définitif d'un prêt et la réalisation d'un nouvel emprunt. Ceci a pour but de ne pas dénaturer le caractère essentiel de ce prêt, destiné à assurer aux colons des disponibilités financières réelles et annuelles.

MONTANT ET RÉALISATION.

Le total des emprunts, en rapport avec la valeur du gage, ne peut être supérieur à 100.000 francs par emprunteur et par campagne agricole ; cependant à partir de la campagne 1930-1931, les avances peuvent atteindre un plafond supérieur compte tenu des superficies cultivées.

Jusqu'à concurrence du maximum pour lequel il a été autorisé, chaque sociétaire emprunteur peut réaliser son emprunt en une ou plusieurs fois, sous forme d'effets souscrits à l'ordre de la Caisse de Crédit (ouverture de crédit), mais tous les prêts consentis à un sociétaire, au cours de la campagne, doivent être compris dans la même période de 10 mois, et avoir la même échéance (sauf cas particuliers, élevage et embouche).

GARANTIES

Bien qu'en principe cette forme de crédit soit essen-

tiellement personnelle, les caisses exigent dans la plupart des cas, étant donné l'importance des prêts consentis, des sûretés réelles sous forme de contrat de nantissement ou quelquefois d'hypothèques.

NANTISSEMENT AGRICOLE

Aux termes du dahir du 27 août 1918, réglementant le nantissement des produits agricoles, « les récoltes détachées ou non, tous les produits naturels ou industriels de l'exploitation agricole, le cheptel, le matériel agricole non immeuble par destination peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en la possession du créancier. A moins que les choses données en gage n'aient été, de convention expresse, confiées à la garde d'un tiers, l'emprunteur en est constitué gardien ».

En conséquence, le nantissement agricole est constaté simplement par un acte écrit, inscrit au greffe et les objets donnés en gage restent en la possession de l'emprunteur.

Mais il est à remarquer que :

1° Le gage doit être libre de tout nantissement antérieur.

2° L'emprunteur doit prouver son droit de propriété intégral sur la chose nantie (factures, reçus, contrats, etc...)

3° Le prêteur n'ayant le droit de se faire payer par privilège sur les choses qui font l'objet du nantissement qu'après le propriétaire pour ses loyers, fermages et avances faites pour la culture et après tous autres créanciers

privilégiés, tout postulant à un prêt à court terme garanti par un nantissement agricole doit signaler les sommes dont il reste débiteur.

4° Les objets affectés en gage doivent être énumérés avec leurs désignations complètes, leur estimation et l'indication du lieu où ils se trouvent.

5° Les objets donnés en gage doivent être assurés et le prêteur a sur les indemnités d'assurance dues en cas de sinistre les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés.

6° Durant toute la durée du prêt, l'emprunteur doit entretenir le gage, il ne peut le modifier ni l'aliéner en tout ou partie sous peine de poursuites.

Il peut arriver, en effet, qu'en cours de campagne l'emprunteur ait intérêt à vendre une partie du gage pour la remplacer par des animaux ou du matériel neuf. Dans ce cas, il doit, au préalable, aviser la Caisse de Crédit par lettre recommandée en fournissant toutes les explications utiles. Si la Caisse de Crédit accepte cette modification apportée au gage, le contrat de nantissement et la police d'assurance sont modifiés en conséquence. Cette prescription est très importante et son inobservation peut entraîner des poursuites correctionnelles à l'encontre de l'emprunteur et l'annulation du marché que ce dernier aurait pu conclure.

L'article 10 du dahir du 27 août 1918 stipule en effet que : « Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse

déclaration ou d'avoir constitué un nantissement sur des produits déjà donnés en gage, sans avis préalable au nouveau prêteur, tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi pour escroquerie ou abus de confiance suivant le cas ».

DEMANDE

Sous réserve de quelques modifications apportées par les Caisses dans les modalités d'application, tout cultivateur désirant obtenir le bénéfice d'un prêt à court terme doit :

1° Faire partie, en qualité de Sociétaire de la Caisse de Crédit Agricole dont dépend la région où se trouve son exploitation.

2° Avoir souscrit à un nombre de parts proportionnel au montant de l'emprunt demandé. Le taux de cette proportion peut varier suivant les Caisses. Il n'est versé que le quart du montant des parts souscrites.

3° La demande de crédit doit être adressée au Président du Comité local dont dépend l'exploitation. Formulée sur des imprimés spéciaux, mis à la disposition des colons par les sections locales, cette demande comporte en général :

Une feuille de demande avec fiche de renseignements :
portant toutes les indications utiles sur le colon et son exploitation ;

indiquant la destination du prêt, son montant, sa durée, et le mode de réalisation désiré ;

mentionnant le gage offert, avec, s'il s'agit d'un nantissement agricole, un état numérique et estimatif du gage, numéros des machines, types, marques, marques des animaux, etc...

Un bilan de date récente, si le colon emprunteur est également commerçant.

Une cession de privilège du propriétaire sur le matériel, le cheptel vif ou les récoltes lorsque l'emprunteur n'est que locataire ou métayer.

Les estimations doivent être sincères et tenir compte d'un amortissement normal sur le prix d'achat lorsqu'il s'agit du matériel rural.

Le Comité d'Escompte chargé d'expertiser envoie le dossier, avec son avis motivé, au Conseil de la Caisse de Crédit qui l'examine et décide de la suite à donner. Si le prêt est accordé, les contrats sont établis et signés puis les fonds sont mis à la disposition de l'emprunteur après défalcation des intérêts.

TAUX ET VOLUME DES PRÊTS EN 1930.

Le taux des prêts est fixé périodiquement par les Caisses. Il était de 10 % en 1919, il a été abaissé de 7 % en 1923, depuis 1924 il varie entre 6 et 7 % jusqu'en 1929.

Le taux spécial de réescompte consenti aux caisses de crédit agricole par la Banque d'Etat du Maroc ayant été

ramené de 4,50 à 4,25 % le taux des prêts à court terme a pu être abaissé de 6,50 à 6 %.

Au cours de 1930, la commission de crédit agricole a admis le relèvement du plafond des prêts à court terme sur de nouvelles bases ; une partie du prêt seulement est versée en numéraire aux intéressés, le surplus étant affecté à des achats de carburants et fournitures payés directement par les caisses de crédit agricole :

1°) Céréales	Maximum de crédit possible
a) sur jachères cultivées	575 fr. l'hectare
b) cultures ordinaires	250 fr. —
2°) Cultures riches	900 fr. —

Ces crédits maxima ne concernent que les agriculteurs exploitant 200 hectares de terre cultivée au maximum.

Pour les agriculteurs exploitant de 200 hectares à 300 hectares de terre cultivée, les bases ci-dessus sont majorées de 25 %.

Dans ces conditions, les prêts à court terme accordés à un même agriculteur pour le fonctionnement de son exploitation ne pourront jamais dépasser les chiffres suivants :

115.000 fr. pour 200 hect. cultivés

146.500 fr. pour plus de 200 hect. cultivés

172.500 fr. pour plus de 300 hect. cultivés.

Cette décision a été prise à la suite de la constitution de la coopérative des carburants en collaboration étroite avec les caisses de crédit et les amène à prendre à leur

compte une partie des crédits commerciaux que consentent aux colons les fournisseurs de carburants.

Le volume des prêts à court terme s'élevait à :

2 millions en 1920 ; il est passé en 1924 à 12 millions, en 1926 à 24 millions. En 1927, le total des prêts à court terme arrive à 29 millions et le 1^{er} janvier 1931 il atteint 90 millions.

Encours des prêts au 1^{er} Janvier 1931

Caisse du Sud	36.902.042
Caisse de Rabat	14.863.443
Caisse de Meknès	18.374.000
Caisse de Fès	10.934.500
Caisse du Maroc Oriental	9.120.283
Total	90.194.268

CHAPITRE IV.

LE CRÉDIT AGRICOLE A LONG TERME

Le crédit à long terme qui s'échelonne sur une durée pouvant varier de 5 à 30 ans est principalement destiné à permettre au colon de faire face aux dépenses très onéreuses de premier établissement.

La terre inculte qui est confiée à l'exploitant, ne le nourrira, lui et les siens qu'après un dur labeur qui durera parfois plusieurs années.

D'autre part, il est indispensable que le colon ait à sa disposition un cheptel suffisant et un outillage aussi perfectionné et aussi moderne que possible.

La main-d'œuvre n'est assurément pas chère au Maroc, mais avec les progrès du machinisme le colon a souvent intérêt à recourir à l'aide mécanique grâce à laquelle il agrandira notablement son rayon d'action. Or, cheptel et outillage impliquent des débours considérables auxquels nombre de colons ne peuvent satisfaire par leurs propres moyens.

Il est donc légitime que le crédit à long terme vienne leur apporter son aide dans une œuvre dont ils seront les

premiers bénéficiaires mais dans laquelle la collectivité tout entière aura sa part.

Le crédit à long terme n'est pas destiné, il faut le comprendre, à supporter entièrement les frais de premier établissement d'un colon absolument dépourvu de ressources. Ce serait dangereux pour les finances publiques et néfaste pour la colonisation elle-même.

Nous devons constater qu'au début du fonctionnement du crédit agricole de nombreux abus ont été commis dans ce sens. On a consenti à des exploitants dépourvus de capacités techniques autant que de possibilités financières des crédits relativement considérables qui ont été étourdiment gaspillés pour le plus grand détriment du Trésor. Des facilités trop grandes ont été accordées à des individus souvent dénués de scrupules. On a reconnu après dix ans de Protectorat que dans un pays comme le Maroc la qualité des immigrants importait plus que leur quantité ; et il faut entendre ici, par qualité, outre la volonté de travailler, la possession d'un certain capital en argent ou en connaissances professionnelles.

L'Administration s'est efforcée de ne plus retomber dans les errements du début en exigeant de l'attributaire d'un lot de colonisation des moyens pécuniaires suffisants pour le dispenser de faire appel immédiatement au crédit.

Il serait souhaitable, dans cet ordre d'idées, que le futur colon disposât de ressources s'élevant au moins à 1.000 francs l'hectare ; mais ce n'est là qu'un vœu théorique

car il est pratiquement impossible de s'assurer de la réalité du capital de l'intéressé.

Cependant, on peut affirmer, d'après les observations qui ont été faites sur la colonisation depuis quelques années, que la meilleure solution consisterait à rechercher des exploitants qui ne demanderaient au crédit agricole que le moyen de poursuivre le développement rationnel de leur ferme.

C'est d'ailleurs là le second but officiel du crédit agricole à long terme, qui est aussi réservé aux améliorations agricoles utiles et permanentes, telles que les constructions durables de toute nature, les plantations d'arbres, les travaux d'hydraulique et enfin, les travaux d'assainissement et de drainage.

L'expérience a prouvé que l'on devait surtout orienter vers cet objet le crédit agricole à long terme : le colon qui a déjà engagé des fonds personnels dans son exploitation sera, plus que tout autre prudent dans la gestion des capitaux provenant de l'emprunt.

La nature et le but du crédit agricole à long terme fixés, il convient d'en étudier la réalisation. Celle-ci a été confiée par le dahir du 24 octobre 1924 remanié le 25 novembre 1925, à la Caisse de prêts immobiliers du Maroc.

**Institution du crédit agricole à long terme
par l'intermédiaire de la Caisse de prêts
immobiliers du Maroc**

§ I. — LA CAISSE DE PRÊTS IMMOBILIERS DU MAROC.

Constituée le 26 mai 1920, la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc est primitivement chargée d'assurer aux Sociétés d'habitation à bon marché, le crédit dont elles avaient besoin pour entreprendre leur action. Elle est devenue aujourd'hui une sorte de banque foncière soumise au contrôle de l'Etat chérifien.

Le capital social fixé à 250.000 francs a été entièrement souscrit par les soins du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie qui en même temps prêtait à la nouvelle société le concours de son personnel technique.

Pour réaliser ses opérations, la Caisse de Prêts immobiliers disposait :

d'une avance gratuite d'un million de francs consentie par le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie et remboursable en 30 années ;

d'une avance gratuite de l'Etat de 4 millions de francs également remboursable en 30 ans.

Pour se procurer les ressources supplémentaires nécessaires, la Caisse de prêts immobiliers était autorisée notamment à réescompter les effets souscrits par ses emprunteurs ou à se faire ouvrir des crédits par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

L'activité de la Caisse de Prêts immobiliers était limitée à des opérations de crédit foncier. Des prêts hypothécaires étaient consentis pour 30 années au maximum aux Sociétés d'habitations à Bon Marché, à un taux fixé à 1 % au-dessus du taux d'escompte de la Banque de France.

Le but que se proposait le Protectorat fut pleinement atteint. C'est alors qu'à la fin de l'année 1924 l'Administration qui contrôlait étroitement les opérations des Sociétés d'Habitations à bon marché, décidait l'arrêt provisoire des avances de la Caisse des prêts immobiliers.

Au moment où furent suspendues ses opérations la Caisse avait consenti un montant de 11 millions de crédits.

§ II. — EXTENSION DES OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

Au moment de la suspension des opérations de la C.P.I. avec les Sociétés d'habitation à bon marché, à la fin de 1924, la colonisation se trouve en plein développement, l'agriculture réclame de nouveaux capitaux. Le gouvernement du Protectorat étudie les différents programmes de mise en valeur du pays. L'organisation du crédit est au premier plan de ses préoccupations. Le Maroc a besoin d'argent, les investissements de capitaux y sont insuffisants ; le colon plus particulièrement a des besoins considérables de numéraire (dépense d'établissement, fonds de roulement). Il faut réorganiser le crédit.

La législation concernant le Crédit Agricole depuis le

dahir du 9 mai 1923 avait introduit dans une certaine mesure le crédit à moyen terme mais le Crédit Agricole mutuel restait insuffisant pour répondre aux besoins croissants des colons.

C'est pour compléter cette organisation qu'est promulgué en octobre 1924 un dahir, remanié et promulgué à nouveau le 25 novembre 1925 « portant institution de nouvelles formes de crédit hypothécaire par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts Immobiliers ».

Cette extension de l'objet social de la C.P.I.M. fut réalisé avec le concours du C.F.A.T. qui faisait ainsi bénéficier la C.P.I.M. de son expérience des opérations foncières qu'il pratique en Afrique du Nord depuis plus de 40 ans, le personnel technique du C.F.A.T. en assurant le fonctionnement ; la Banque d'Etat du Maroc et la Compagnie Algérienne apportèrent également leur concours à la C.P.I.M. dont le capital fut alors porté à 2.000.000 de francs.

Par suite de l'extension prise par les opérations de la Société, le capital social fut successivement augmenté en 1925 et 1926, époque à laquelle il fut fixé à 4 millions de francs. Il s'élève en 1932 à 10 millions de francs.

En promulguant cette législation, le Protectorat poursuivait un double but : apporter directement une aide matérielle à la colonisation agricole et, dans le cadre de la législation foncière sur l'immatriculation, mobiliser la propriété par l'institution de l'hypothèque sur soi-même et par

la création de cédules hypothécaires. Il s'agit ici de prêts hypothécaires ; le crédit agricole à long terme est donc toujours garanti par une sûreté réelle.

Grâce à ces nouvelles formes de crédit hypothécaire, tout propriétaire d'un bien foncier immatriculé et tout acquéreur ou attributaire d'un lot de colonisation immatriculé ou en cours d'immatriculation peut demander à la « Caisse de Prêts immobiliers du Maroc » l'estimation de sa propriété.

La C.P.I.M. procède à l'expertise de l'immeuble offert en gage. Un comité de Direction siégeant au Maroc et dont les réunions fréquentes permettent une instruction rapide des affaires fixe le montant de l'estimation et indique le prêt maximum qui peut être consenti et dont le montant peut atteindre 60 % de cette valeur.

Un bulletin d'expertise est délivré au demandeur. A ce moment, muni de son bulletin d'expertise, le propriétaire doit se présenter à la conservation foncière dans le ressort de laquelle est situé son lot de colonisation pour requérir sur son immeuble une inscription hypothécaire *à son nom* (formule de l'hypothèque pour soi-même). Le certificat d'inscription hypothécaire qui lui est alors remis peut être ultérieurement endossé, en totalité ou par fractions successives, à l'ordre de la C.P.I.M.

Le prêt est réalisé par endossement de ce certificat d'inscription hypothécaire soit pour la totalité, soit pour fractions successives d'un cinquième au moins, à l'ordre

de la Caisse de prêts, qui verse à l'emprunteur du numéraire ou qui peut lui délivrer une cédule au porteur, négociable, divisée en coupures et gagée spécialement par l'immeuble hypothéqué.

Pour les prêts réalisés en numéraire, la C.P.I.M. s'est jusqu'ici procuré les fonds nécessaires au moyen de l'émission de bons hypothécaires gagés par l'ensemble des inscriptions hypothécaires dont la Caisse bénéficie.

★ ★

Le dahir du 25 novembre 1925 organise donc, par l'intermédiaire de la Caisse des Prêts Immobiliers, un crédit foncier, mais qui par les dispositions spéciales du titre VII de ce dahir peut être considéré et devient effectivement un crédit agricole à long terme :

Titre VII

Des prêts sur exploitations agricoles et lots de colonisation.

« Lorsque l'immeuble expertisé sera une exploitation agricole, un inspecteur de la colonisation à ce désigné, recevra communication du rapport d'expertise.

Le visa accordé par l'inspecteur de la colonisation ou son délégué entraînera, après engagement écrit pris par l'emprunteur d'utiliser les fonds prêtés dans un but d'améliorations agricoles utiles et permanentes, le versement par l'Etat à la Caisse des Prêts Immobiliers du Maroc de ristournes d'intérêts qui viendront en déduction des semestres payables lès 1^{er} janvier et 1^{er} juillet.

L'importance relative de ces ristournes, leur montant total et le maximum pouvant être accordé par exploitation seront fixés chaque année par un arrêté viziriel.

L'inspecteur de la colonisation ou son délégué sera chargé de vérifier l'utilisation des fonds dans un but d'améliorations agricoles utiles et permanentes. Il convoquera pour l'accompagner dans ses vérifications, le délégué de la chambre d'agriculture ou de la chambre mixte du ressort, dont il consignera les observations dans son rapport.

Au cas où l'inspecteur ou son délégué, au cours de ses vérifications annuelles constaterait une plus-value de l'immeuble supérieure à dix pour cent (10 %) de la valeur initiale de l'expertise, il signalera le fait à la Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc qui examinera, comme il est prévu à l'article ci-dessus, l'allocation d'un prêt complémentaire.

Au cas où l'inspecteur ou son délégué constaterait que les capitaux empruntés n'auraient pas été employés dans des buts d'améliorations agricoles, utiles et permanentes, une commission, dont la composition sera fixée par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et dans laquelle la Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc sera représentée, décidera de la suppression partielle ou totale des ristournes ».

§ III. — FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU CRÉDIT A LONG TERME.

Le crédit agricole à long terme a pour but de permettre aux colons, grâce au remboursement par annuités des

prêts, d'amortir peu à peu les dépenses et les frais qu'ils ont engagé pour le défrichement, l'aménagement des ressources en eaux, la construction des bâtiments et toutes améliorations agricoles durables.

DURÉE :

Les prêts à long terme sont consentis pour une durée de cinq à trente ans.

MONTANT DES PRÊTS :

A la suite de la demande d'expertise formulée par le requérant, la Caisse de Prêts Immobiliers fait procéder à un examen de l'immeuble ou du lot de colonisation.

Cet examen donne lieu à l'établissement d'un rapport d'expertise ; il est effectué sur la double base du revenu net et de la valeur vénale. Sur le vu de ce rapport, le Comité de Direction de la Caisse fixe la valeur de l'immeuble ou du lot de colonisation, le montant du prêt à réaliser qui ne peut dépasser 60 % de cette valeur, ainsi que la durée maxima du prêt. Le Comité délivre au propriétaire ou à l'attributaire un bulletin d'expertise portant les résultats de la délibération du Comité sur l'immeuble.

RÉALISATION.

Le propriétaire ou l'attributaire de lot de colonisation muni de ce bulletin d'expertise, peut requérir de la Conservation Foncière du lieu de l'immeuble, une inscription hypothécaire, à son nom, au plus égale aux soixante pour cent (60 %) du montant de l'estimation, majorés pour les

intérêts et les frais de 15 % du principal de la somme garantie.

a) Lorsqu'il s'agit d'un immeuble immatriculé, l'hypothèque est inscrite sur le titre foncier.

b) Lorsqu'il s'agit d'un lot de colonisation immatriculé ou en instance d'immatriculation, le requérant doit obtenir d'abord la renonciation par l'Etat à l'antériorité de l'hypothèque existant à son profit sur le lot de colonisation intéressé. Cette cession d'antériorité de l'hypothèque de l'Etat peut être accordée, réduite ou refusée par le Comité de Colonisation. La demande est adressée au Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation à Rabat par l'intermédiaire de l'Inspecteur de l'Agriculture dû lieu de l'immeuble. Cependant, des dahirs subséquents, promulgués en 1927 et 1929, ont admis que la renonciation d'antériorité de l'Etat pourrait être remplacée par une simple autorisation de l'Administration, si le lot était entièrement valorisé (1).

L'hypothèque est mentionnée au registre des oppositions. Il va de soi que le montant de l'inscription hypothécaire, quelle que soit la valeur attribuée à l'immeuble, ne peut être supérieur à la somme pour laquelle l'Etat renonce à son droit d'antériorité d'hypothèque.

Dans les deux cas, le propriétaire du fonds ou l'attributaire du lot de colonisation reçoit un certificat d'inscription hypothécaire à son ordre.

(1) Cf. infra « Le Crédit à moyen terme ».

Le prêt agricole sera ultérieurement réalisé par l'endossement de ce certificat, soit pour la totalité, soit par fractions successives, égales au moins au cinquième du montant de l'inscription, à l'ordre de la Caisse des Prêts immobiliers. Cette réalisation ne sera cependant possible que s'il ne s'est pas écoulé plus d'un an depuis la date de la décision du Comité de Direction fixant la valeur portée au bulletin d'expertise.

La Caisse de Prêts versera alors au colon emprunteur soit du numéraire, soit — prévoit le dahir — « une cédule au porteur divisée en coupures et gagée spécialement par l'immeuble hypothéqué ».

En fait, nous ne pensons pas qu'une seule cédule ait jamais été remise à un seul emprunteur, et personnellement nous n'avons pas pu en voir. Nous ajouterons que la Direction de la Caisse de Prêts garde au sujet de cette cédule une réserve telle qu'il est impossible d'avoir aucun renseignement à son égard.

Il est même permis de croire, devant cette étrange attitude, que la Caisse de Prêts elle-même n'est pas documentée sur la cédule prévue par les textes, et que celle-ci n'a jamais existé que dans l'intention du législateur.

En définitive, les différentes formalités imposées pour parvenir à l'obtention du crédit agricole à long terme comportent les phases suivantes :

- 1°) Dépôt d'une demande d'expertise ;
- 2°) Expertise de la propriété ou du lot de colonisation ;

- 3°) Décision du Comité de Direction de la Caisse des Prêts ;
- 4°) Remise à l'intéressé d'un bulletin d'expertise ;
- 5°) Renonciation par l'Etat à l'antériorité de son hypothèque ;
- 6°) Réquisition d'inscription hypothécaire ;
- 7°) Endossement du certificat d'inscription ;
- 8°) Remise du numéraire.

Les prêts sont amortissables suivant les convenances de l'emprunteur et de la Caisse de Prêts. Les prêts de 5 ans peuvent ne comporter aucun amortissement, ceux de 10 ans et plus sont obligatoirement amortissables pour leur totalité.

L'utilisation des fonds est vérifiée par un Inspecteur de la Colonisation, désigné par la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, ou par son délégué.

Les annuités sont payables en espèces par semestre et à terme échu ; elles comportent : les intérêts et l'amortissement déterminé par le taux d'intérêt ainsi que par la durée du prêt.

Les débiteurs ont toujours le droit, et à toute époque, de se libérer par anticipation en tout ou partie suivant des conditions fixées par la Caisse de Prêt. Les remboursements anticipés sont effectués en numéraire, ils donnent lieu, au profit de la Caisse de Prêts, à une légère indemnité dont le montant est indiqué au contrat de prêt.

GARANTIES.

Les prêts à long terme comportent obligatoirement des garanties hypothécaires.

Au cours du prêt, l'emprunteur est tenu de dénoncer à la Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc, dans le délai d'un mois, tous les faits de nature, soit à diminuer la valeur (aliénations totales ou partielles, expropriations, détériorations, etc...), soit à troubler sa possession, soit à porter atteinte à son droit de propriété sur le gage affecté hypothécairement.

A défaut de cette dénonciation dans les délais précités, et si les faits sont de nature à compromettre les intérêts de la Caisse de Prêts Immobiliers, celle-ci peut exiger le remboursement intégral du prêt.

DEMANDE.

Les demandes d'expertise en vue d'obtenir le bénéfice d'un prêt à long terme doivent être adressées à la Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc, accompagnées des pièces et documents suivants :

1° Duplicata de titre foncier, ou s'il s'agit d'un lot de colonisation en instance d'immatriculation :

a) récépissé du dépôt de la Conservation Foncière, de la réquisition d'immatriculation du lot de colonisation ;

b) plan du lot de colonisation.

2° Déclaration des revenus et charges (établie sur for-

mule spéciale fournie par la Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc), avec baux à l'appui, s'il en existe, et indications des fermages et loyers payés d'avance.

3° Police d'assurance contre l'incendie des bâtiments édifiés sur la propriété et quittance de la dernière prime payée. (L'assurance doit être contractée à une Compagnie agréée par la Caisse de Prêts).

4° Dernier avertissement du tertib et prestations ou, à défaut d'avertissement, accusé de réception délivré par le Service des Impôts et Contributions de la dernière déclaration de biens, établie par le demandeur en vue du tertib (cultures annuelles et arbres fruitiers) et de l'impôt sur le bétail, accompagné du Bulletin de vérification de cette déclaration.

5° Double des déclarations de plantations faites à l'Administration des Finances.

§ IV. — FINANCEMENT DES PRÊTS.

La Caisse des Prêts s'est assurée les fonds nécessaires par l'émission de bons ou obligations au porteur ou certificats nominatifs de 500 francs ou multiple émis à un taux fixé par elle pour permettre leur placement dans le voisinage du pair, portant intérêt de 8 % du 29.10.24 au 1^{er} février 1928.

de 7 % depuis le 1^{er} février 1928,

de 6 % à partir du 1^{er} janvier 1929.

Actuellement il y a en circulation 91.860 Bons de la Caisse de Prêts immobiliers 8 % et 56.970 Bons 7 % et 6 %.

Leur cours à l'Office de Compensation de Casablanca varie de 500 à 545 suivant la valeur du coupon qui y est attaché.

Le capital réalisé par l'émission de ces bons, d'une durée de 40 ans au maximum, doit être obligatoirement représenté soit par des prêts hypothécaires, soit en attendant leur réalisation, par des dépôts dans les caisses ou établissements agréés par le Directeur Général des Finances.

Il en résulte que les bons de la Caisse de Prêts immobiliers sont gagés par l'ensemble des inscriptions hypothécaires dont elle bénéficie au moyen des certificats spéciaux délivrés par la conservation foncière et endossés à son profit et, le cas échéant, par les dépôts en instance de prêt.

Ces bons sont remboursables au fur et à mesure de l'amortissement des prêts dont la durée maximum a été fixée à 30 ans.

La Caisse des Prêts Immobiliers dont le crédit public est excellent tant en raison de ses méthodes que des banques détentrices du capital s'interpose donc entre le prêteur et l'emprunteur à la fois pour expertiser l'exploitation agricole et pour en garantir la valeur. Par suite le système ne présente aucun risque pour le porteur de bons (prêteur).

C'est en somme résoudre très heureusement la question de l'apport des capitaux nécessaires au développement du

Maroc, en réduisant au minimum les risques de placement de ce genre.

Les prêts sont consentis au taux d'intérêt des bons hypothécaires majoré de 1 % pour rémunération de la garantie de la caisse de prêts et de 1 % pour frais généraux. Le taux d'intérêt des prêts a donc été de 10 puis de 9 % et actuellement de 8 %.

Toutefois, en application de l'article 24 du dahir du 25 novembre 1925 (utilisation des fonds dans des buts agricoles) l'Etat pour apporter directement son aide matérielle à la colonisation verse à la Caisse de Prêts des ristournes d'intérêts pour venir en déduction des semestres dus par l'emprunteur sur les bases suivantes :

Pour les 3 premières années, 3 % — Taux pratiquement réduit à 5 %.

Pour les 3 années suivantes, 2 % — Taux pratiquement réduit à 6 %.

Pour les 3 années suivantes, 1 % — Taux pratiquement réduit à 7 %.

Au-dessus l'emprunteur paye le taux normal ; le maximum de la ristourne annuelle est de 9.900 francs.

L'importance relative de ces ristournes et leur montant total est fixé chaque année par arrêté viziriel.

Le montant des ristournes versées en 1930 a atteint 3.175.133 francs contre 3.497.746 francs en 1929.

Cette diminution de 322.613 francs provient de ce que depuis la mise en application du dahir du 26 août 1930,

les prêts à long terme consentis aux mutilés et anciens combattants forment une catégorie distincte de celle des prêts à taux normal.

Il convient d'indiquer, dès maintenant, que l'aide ainsi apportée par le Protectorat à l'agriculture a été très importante.

Ces opérations ont effectivement commencé à être réalisées en avril 1925 et ont pris, très vite, un développement considérable. En effet, le total des prêts est passé de 5.026.173 francs au 31 décembre 1925 à 150.642.058 francs au 31 décembre 1930. Sur ce montant 78.501.000 francs environ ont été prêtés à la colonisation privée affectant 431 propriétés et plus de 72.000.000 à la colonisation officielle intéressant 959 lots de colonisation.

Si l'on se place au point de vue de l'importance des propriétés affectées en garantie hypothécaire, on constate que pour la colonisation privée les prêts consentis se répartissent ainsi qu'il suit :

23 propriétés ne dépassent pas 20 hectares			
31	—	sont de 20 à 50 hectares	
41	—	— de 50 à 100	—
141	—	— de 100 à 500	—
42	—	— de 500 à 1.000	—
23	—	dépassent 1.000	—

Pour les lots de colonisation officielle la répartition est la suivante :

12	lots ne dépassent pas 20 hectares
9	lots sont de 20 à 30 hectares
27	— — 50 à 100 —
419	— — 100 à 500 —
9	— — 500 à 1.000 —
1	— dépasse 1.000 hectares.

Il ressort de ces chiffres, que c'est à la moyenne colonisation que la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc a fait le plus grand nombre d'avances ; cela tient principalement à ce que les lots mis à la disposition du public par les Services de la Colonisation ont été eux-mêmes en majorité des lots de moyenne colonisation variant entre 150 et 300 hectares.

Quant à la petite colonisation privée, à part les environs des grandes villes où l'on compte un nombre croissant de propriétés maraîchères, notamment autour de Casablanca et de Rabat, elle est relativement peu développée ; d'une manière générale on semble considérer qu'une superficie de 200 hectares environ est nécessaire pour permettre au colon de vivre avec sa famille du revenu de sa propriété.

Nous avons indiqué que ces opérations étaient décidées par un comité de Direction siégeant au Maroc. Il convient de signaler que ce Comité de Direction, aux déli-

bérations duquel des représentants des Caisses de Crédit Agricole mutuel prennent part, s'est toujours efforcé de donner satisfaction aux demandes des emprunteurs en ménageant l'intérêt des porteurs de bons hypothécaires, avec les fonds desquels ces opérations sont réalisées.

Depuis l'origine, pour un montant global d'environ 295 millions de demandes, le Comité de Direction a accordé plus de 200 millions de francs d'avances (y compris les opérations sur les immeubles urbains dont nous ne nous occuperons pas).

Le montant des prêts ruraux sur gage s'est élevé au 31 décembre 1930 à 140.043.158 francs contre 101.634.478 francs en 1929, soit 38.408.680 francs effectués en 1930 au lieu de 31.705.778 francs en 1929.

Le tableau suivant donne le montant des prêts réalisés chaque année depuis 1925 :

Années	Nombre	Montant
1925	45	5.026.173
1926	111	11.195.427
1927	157	24.112.200
1928	196	29.594.900
1929	419	31.705.778
1930	345	38.408.680
	1.273	140.043.158

PRÊTS A LONGS TERMES AUX MUTILÉS ET ANCIENS COMBATTANTS.

En outre, en vertu d'un dahir du 26 août 1930, abrogeant ceux du 2.5.28, 10.11.28, la Caisse des Prêts Immobiliers assure le service des prêts à long terme à un taux de faveur aux mutilés et anciens combattants pour la mise en valeur de petites propriétés rurales. Les prêts sont de 100.000 francs au maximum et amortissables en 25 ans ; ils bénéficient de ristournes d'intérêt pouvant ramener le taux à 1 % (1). Ils sont garantis dans les mêmes conditions que les prêts à long terme prévus par le dahir du 25.11.25.

Le 31 décembre 1930, 324 prêts représentaient un montant de 13.350.227 francs. La différence entre le taux normal et le taux de faveur consenti aux pensionnés de guerre et anciens combattants est versé par l'Etat à la Caisse de Prêts Immobiliers pour le compte de l'emprunteur.

Total des prêts depuis 1926 :

Années	Nombre de prêts	Montant
1926	17	525.240
1927	64	1.817.710
1928	13	835.377
1929	122	4.942.510
1930	108	5.229.400
Total .. 324		13.350.227

(1) Un barème, basé sur la valeur limite du patrimoine, celle de l'exploitation et les charges de famille, sert de base à la fixation des taux d'intérêts réduits.

CHAPITRE V

LE CRÉDIT A MOYEN TERME

Le crédit à moyen terme a spécialement pour objet de permettre aux agriculteurs d'engager des dépenses qui par leur nature ou par leur importance comportent un certain délai d'amortissement (de 1 an à 10 ans).

Tel qu'il fonctionne actuellement, le crédit à moyen terme est régi par deux dahirs du 25 novembre 1925, le premier organisant le moyen terme par la caisse des Prêts immobiliers, le second modifiant le dahir du 5 mai 1923 sur les Caisses agricoles pour faire liaison avec le précédent.

Jusqu'en 1925 les Caisses de Crédit se procurent une partie de leurs fonds au moyen du réescompte à la Banque d'Etat du Maroc, tant pour les avances qu'elles consentent au titre de prêts à moyen terme, que pour les prêts à court terme.

En raison du développement rapide de la colonisation, à partir de 1924, l'action des Caisses de Crédit se révèle insuffisante en ce qui concerne le crédit à moyen terme. Aux termes de la législation du 25 novembre 1925, portant

organisation du crédit à moyen terme par l'intermédiaire de la caisse des Prêts Immobiliers, les caisses de Crédit peuvent obtenir de la Caisse des Prêts Immobiliers des ouvertures de crédit correspondant aux sommes dues par les bénéficiaires des prêts à moyen terme réalisés dans les conditions fixées par le dahir du 9 mai 1923 sur le Crédit Agricole mutuel. Les contrats de prêts à moyen terme sont transférés par simple endos à la Caisse des Prêts Immobiliers du Maroc par les Caisses.

C'est le comité de Direction de la Caisse de Prêts qui accepte les contrats de prêts qu'il juge convenablement garantis. De plus un inspecteur de la colonisation est chargé de vérifier l'utilisation des fonds prêtés.

Juridiquement, il s'agit d'un transfert à titre de simple garantie et non d'une cession de créance et d'hypothèque donnant à la Caisse de Prêts une action directe contre le colon emprunteur.

On remarquera, d'autre part, que le texte prévoit la vérification par un inspecteur de colonisation, de l'utilisation des fonds prêtés.

Ainsi, le Protectorat veut bien consentir de gros sacrifices pour aider efficacement la colonisation, mais il n'entend pas que les capitaux qu'il confie à l'exploitant soient détournés de leur office normal. Il faut reconnaître, qu'en fait, cependant, nombre d'abus ont été commis. Si la législation sur le crédit agricole s'est montrée en tous points satisfaisante, l'application en a souvent été défectueuse.

Mais les erreurs du début ont fait l'expérience du lendemain, et les services de la Direction des Finances ont su renforcer le contrôle des Caisses pour éviter de nouveaux mécomptes avec des colons inexpérimentés ou même mal-honnêtes.

En contre-partie des avantages qu'elles trouvent auprès de la Caisse de Prêts immobiliers, les Caisses de Crédit Agricole mutuel doivent se plier à certaines règles.

Notamment elles sont tenues de verser à la Caisse de prêts immobiliers aux dates fixées par les contrats de prêts à moyen terme, le montant des amortissements, intérêts et frais divers qu'elles récupèrent sur leur débiteur.

Au surplus, lorsque les prêts transférés en garantie sont gagés par des immeubles en instance d'immatriculation, il leur a été imposé de remettre à la même caisse les pouvoirs qui leur ont été donnés par le colon emprunteur en vue de poursuivre elles-mêmes, le cas échéant, l'immatriculation de ces immeubles au nom et pour le compte de l'emprunteur.

On peut donc dire que les Caisses mutuelles prêtent à leurs adhérents les fonds que la Caisse de Prêts immobiliers met à leur disposition sauf à la rembourser ensuite à mesure qu'elles sont elles-mêmes désintéressées par leurs débiteurs.

L'avantage essentiel du maintien des caisses mutuelles au premier stade du moyen terme réside dans l'établissement d'une liaison permanente entre le court et le moyen

terme ; l'avantage d'une intervention en seconde main de la caisse de Prêts immobiliers réside dans l'établissement d'une liaison analogue entre le moyen et le long terme.

Les opérations de transfert à la caisse de Prêts Immobiliers (c'est-à-dire les fonds nécessaires au réescompte des billets présentés par les Caisses de Crédit Agricole mutuel) sont réalisées au moyen d'une dotation constituée par des avances du Protectorat, des avances égales de la Banque d'Etat du Maroc, et d'une participation directe de la Caisse de Prêts fixée au dixième de ces avances.

Avance gratuite de l'Etat : 5.000.000

B. E. M., 5.000.000 remboursables à l'expiration du privilège de la B.E.M., soit le 31.12.46 :

C. P. I. M., 1.000.000.

La dotation première de 11.000.000 a été successivement portée à 17.600.000 en 1927, à 24.200.000 en 1928 et à 30.800.000 en 1929. Elle s'élève actuellement à 37.400.000 et pour 1931 elle atteint 44 millions.

Le montant des prêts à moyen terme accordés a atteint au 31 décembre

		Nombre de prêts
1926	14.452.000	249
1927	21.895.000	435
1928	33.561.000	579
1929	41.312.000	736
1930	54.624.000	971

Encours des prêts par Caisse au 31.12.1930 :

Caisse du Sud	24.252.496
Caisse de Rabat	9.644.807
Caisse de Meknès	10.864.841
Caisse de Fès	6.729.875
Caisse du Maroc Oriental	2.313.089

Le taux des prêts à moyen terme a été de 7 % pour la Caisse de l'Oriental et de 6,50 % pour les autres caisses jusqu'en 1929.

En 1930, le taux spécial de réescompte consenti aux Caisses de Crédit agricole par la Banque d'Etat du Maroc ayant été ramené de 4,50 % à 4,25 %, le taux des prêts à moyen terme a pu être abaissé à 6 % pour la Caisse de l'Oriental, et 5 % pour les autres caisses.

La Commission de Crédit Agricole a fixé en 1930 les règles d'amortissement suivantes, destinées à empêcher les caisses de crédit d'abuser de la disposition exceptionnelle applicable aux prêts de 10 ans ; (cette disposition autorise le remboursement de ces prêts à partir de la 3^e annuité).

a) prêts de 8 à 10 ans : 1^{er} amortissement reporté à la fin de la 3^e année ;

b) prêts de 5 à 7 ans : 1^{er} amortissement reporté à la fin de la 2^e année ;

c) prêt de moins de 5 ans : aucun report d'amortissement.

FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU CRÉDIT A MOYEN TERME

I) BUT ET DURÉE.

Aux termes du dahir du 25 novembre 1925, article 8, pourront être accordés aux colons :

« Des prêts d'argent à moyen terme pour la mise en valeur ou l'amélioration de leurs propriétés, remboursables en dix années au maximum, par amortissement annuel de $\frac{1}{8}$ °, à partir de la troisième année.

Les opérations autorisées au titre du moyen terme sont celles limitativement énumérées ci-après :

a) Achat de bétail et principalement d'animaux reproducteurs destinés à l'amélioration du troupeau ;

b) Achat de matériel (petit ou gros matériel, matériel de défoncement, de battage, etc...) ;

c) Travaux de défoncement, de défrichement et d'épierrement, amendement physique des terres ;

d) Plantations d'arbres : essences de production accélérée, telles que : vignes (sans limitation autre que le maximum des frais à moyen terme), arbres fruitiers tels que : orangers, abricotiers, citronniers, pêchers, amandiers ; sumac mimosa, à tanin et autres arbres industriels à rendement aussi rapide que les précédents, jusqu'à concurrence de la moitié du maximum à moyen terme ;

e) Constructions non durables (en matériaux non durs) jusqu'à concurrence de 40 % du maximum du prêt à moyen terme ;

f) Et, en général, toute opération destinée à augmenter la valeur du fond et amortissable habituellement en moins de six ans, exceptionnellement en 10 ans au plus, soit, par exemple, assainissement facile des terres marécageuses, destinées à la création de prairies ou de cultures maraîchères, forage de puits ou captage de sources pour l'irrigation jusqu'à concurrence de 40 % du maximum du prêt à moyen terme ».

II) MONTANT ET RÉALISATION.

Les prêts à moyen terme sont proportionnels à la valeur du gage fourni par l'emprunteur ; ils peuvent être réalisés en une ou plusieurs tranches, mais le total des réalisations ne peut être supérieur à 150.000 francs par sociétaire.

En cas de cumul avec des prêts à court terme, le montant total des réalisations pour l'ensemble des prêts cumulés ne peut être supérieur à 225.000 par sociétaire.

III) GARANTIE.

Les prêts à moyen terme comportent obligatoirement des garanties réelles telles que : nantissements mobiliers, warrants ou hypothèques. Dans la pratique, les caisses de crédit agricoles demandent à leurs sociétaires des garanties hypothécaires sur propriétés immatriculées ou en cours d'immatriculation (lot de colonisation). Pour la réalisation de ces prêts, les caisses font signer aux emprunteurs des engagements spéciaux.

Lorsqu'il s'agit d'une propriété privée, le domaine doit être immatriculé.

Quand le gage est constitué par un lot de colonisation, l'hypothèque peut être prise sur simple réquisition d'immatriculation, constatée par un reçu délivré par le Service de la Conservation Foncière ; le propriétaire doit auparavant obtenir de l'Etat la cession de tout ou partie de son privilège de vendeur au profit de la Caisse de Crédit (1).

La cession d'antériorité d'hypothèque doit être demandée au Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation à Rabat, par lettre transmise par l'intermédiaire de l'Inspecteur régional d'Agriculture du lieu de l'immeuble. La demande doit porter toutes les indications utiles sur la propriété, les travaux qui y ont été effectuées ; elle doit indiquer le montant du prêt demandé et l'utilisation que l'emprunteur lui destine.

- (1) Dans le but de faciliter aux attributaires de lots de colonisation l'obtention du crédit hypothécaire pour continuer la valorisation de leurs lots, le dahir du 22 mai 1922 autorisait l'Etat à renoncer sous certaines conditions à l'antériorité de son privilège de vendeur, ce qui permettait au colon d'emprunter sur première hypothèque. Mais comme contrepartie nécessaire de cette faveur, il a semblé juste de substituer à la saisie de droit commun une procédure administrative qui permet à l'Etat de retrouver ses droits sur le lot déchu, au cas où l'attributaire n'aurait pas rempli ses engagements envers les créanciers inscrits ou envers l'Etat. Le dahir du 23 mai 1922 établit donc une procédure nouvelle ; le lot est vendu par les soins du service des Domaines et seuls les créanciers au profit desquels l'Etat a renoncé à son privilège, sont admis à poursuivre la réalisation de leurs droits, le reliquat du prix demeurant requis à l'Etat.

Cette cession d'antériorité d'hypothèque sur un lot de colonisation est accordée, réduite ou refusée par le Comité de colonisation après enquête de l'inspecteur de l'Agriculture et du contrôleur des domaines de la région. En cas de cession, la garantie porte sur la part pour laquelle l'Etat s'est dessaisi de son privilège de vendeur.

IV) DEMANDE.

Sous réserve de quelques modifications dans les délais d'application, apportées par les caisses, les cultivateurs propriétaires désirant bénéficier d'un prêt à moyen terme doivent :

1°) Faire partie, en qualité de sociétaires de la Caisse de Crédit agricole dont dépend la région où se trouve la propriété ;

2°) Avoir souscrit à un nombre de parts proportionnelles au montant de l'emprunt demandé ;

3°) Adresser au Président de la Section locale dont dépend la propriété un dossier de demande comprenant :

Une feuille de demande avec fiche de renseignements.
(L'emprunteur doit prendre l'engagement d'utiliser les fonds prêtés pour l'utilisation qu'il déclare).

La police d'assurance, avec la dernière quittance payée couvrant les risques d'incendie des constructions édifiées sur le gage.

Un avenant de cession d'indemnité en cas de sinistre incendie.

La photo bleue de la propriété, dressée par le service foncier.

Le duplicata du titre foncier s'il s'agit d'un domaine immatriculé, ou le récépissé délivré par le service de la conservation foncière constatant que la demande d'immatriculation a été déposée, s'il s'agit d'un lot de colonisation.

Pour les lots de colonisation, il y a lieu également de joindre la décision administrative portant la cession d'antériorité d'hypothèque de l'Etat.

CHAPITRE VI

MOYENS FINANCIERS DES CAISSES

Les Caisses ont besoin d'importantes disponibilités ; (pour le seul court terme au 1^{er} octobre 1930, 90 millions de prêts étaient en cours). Elles trouvent les capitaux nécessaires dans leurs propres ressources, et dans le soutien financier qui leur est accordé par l'Etat, la Banque d'Etat du Maroc et la Caisse de Prêts immobiliers.

§ I. — RESSOURCES PROPRES DES CAISSES.

a) LEUR CAPITAL

Il est constitué par les sommes de parts souscrites par les sociétaires proportionnellement au montant des emprunts consentis ; le taux de cette proportion est fixé par les caisses : en principe une part de 400 francs par tranche d'emprunt de mille francs ; on doit remarquer qu'il n'est versé que le 1/4 du montant des parts souscrites (art. V du dahir du 9/5/23). Le capital des caisses, somme des versements de souscripteurs, représente, le 31/12/1930, 13.538.600 francs contre 9.765.550 francs en 1929.

b) LEURS RÉSERVES (1) :

Elles résultent d'un prélèvement des $\frac{3}{4}$ sur les bénéfices annuels. Chaque année, après acquittement des frais généraux, charges de toute nature, paiement des intérêts aux emprunts, aux dépôts et au capital social, les bénéfices sont d'abord affectés à concurrence des $\frac{3}{4}$ à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que le fonds ait atteint le montant du capital social. Lorsque le fonds de réserve atteint le montant du capital social, la proportion est réduite à la moitié des bénéfices. Les réserves se montent au 31/12/30 à 9.023.491 francs.

c) LES DÉPÔTS DE LEURS ADHÉRENTS.

Ces dépôts n'ont cessé de s'accroître depuis 1925. Sous le régime du dahir de 1919 et de 1923 aucun versement n'est effectué aux caisses. En 1925, les sociétaires versent 603.331 francs. En décembre 1930, les dépôts se montent à 15.410.244 francs.

Au cours de l'année 1930 les dépôts des adhérents se sont accrus à l'exception de la Caisse de Meknès qui enre-

(1) Le tableau suivant donne pour chaque caisse le montant du fonds de réserve aux 31.12.29 et 30.

Caisses	Réserves au 31.12.1929	Réserves au 31.12.1930	Différence en plus
Sud du Maroc	2.915.045	3.940.895	1.025.850
Rabat	1.299.231	2.001.635	702.404
Meknès	1.250.000	1.650.000	400.000
Fès	493.130	921.339	428.000
Maroc Oriental	442.577	489.622	47.045

gistre une diminution de 716.942 francs au 31 décembre 1930.

Caisses	Dépôts au 31/12/29	Dépôts au 31/12/30	Différence
Sud du Maroc ..	3.752.131	8.253.997	+ 4.501.866
Rabat	2.487.315	2.768.572	+ 281.257
Meknès	2.052.585	1.335.643	— 716.942
Fès	2.007.739	2.683.182	+ 675.443
Maroc Oriental ..	206.263	368.850	+ 162.587

§ II. — AIDE DE L'ÉTAT

L'Etat soutient les caisses par des avances sans intérêts et par des subventions versées sous forme de ristournes d'intérêt.

a) AVANCES NORMALES DE L'ÉTAT.

Elles peuvent être au maximum égales au quadruple du capital versé par les sociétaires de chaque caisse. Pour l'année 1930 elles se sont élevées à 8.150.920 francs. Le total des avances attribuées atteint le 31.12.1930 : 35.450.000 francs.

Au cours de l'année 1929, le fonctionnement de la Commission de Crédit Agricole instituée par le dahir du 9 mai 1923 (art. 22) pour décider de l'attribution des avances a laissé à désirer en raison du nombre limité de ses réunions. Aussi a-t-il été créé un comité permanent (Directeur Général de l'Agriculture, Directeur des Finances et un re-

présentant des caisses de crédit) qui agit par délégation de la Commission. Ce comité fixe les modalités de détail dans l'attribution des avances dont le principe et les conditions avaient été approuvées par la Commission.

Répartition des avances aux Caisses en 1930 :

Caisses	Situation des avances au 31/12/25	Avances réalisées en 1930	Rembour- sements effectués en 1930	Situation des avances au 31 Déc. 1930
Sud du Maroc ..	11.099.080	4.400.920	550.000	14.950.000
Rabat	5.000.000	950.000	»	5.950.000
Meknès	5.500.000	1.500.000	»	7.000.000
Fès	3.500.000	1.300.000	»	4.800.000
Maroc Oriental ..	2.750.000	»	»	2.750.000

b) AVANCES POUR PRÊTS AUX SINISTRÉS.

Au cours de l'année 1928, l'Etat a mis à la disposition des caisses une somme de 4.000.000, destinée à la réalisation de prêts amortissables en 3 ans consentis aux colons victimes des inondations. Il a été décidé que cette somme prélevée sur le fonds de réserve du Protectorat constituerait un fonds spécial destiné à permettre dans l'avenir des prêts aux agriculteurs victimes de calamités et de sinistres exceptionnels. Ces avances ont été employées à des prêts au taux réduit de 2 % et à des prêts au taux normal de 6 %. Les intérêts perçus par les Caisses sur ces prêts aux sinistrés sont affectés par elles à la constitution dans leur

comptabilité d'une réserve spéciale du fonds de secours aux sinistrés agricoles.

A ce titre la Caisse du Nord a reçu en 1928 une avance de 2.797.000 de francs remboursable par tiers, les premiers octobre 1929, 1930 et 1931 sur laquelle 1.579.000 ont été employés à des prêts au taux réduit de 2 % et 1.208.000 à des prêts au taux normal de 6 %. De son côté la Caisse du Sud du Maroc a reçu dans les mêmes conditions une avance de 1.125.000 francs dont 650.000 francs ont été prêtés à 2 % et 431.400 francs à 6 %.

Par suite des remboursements effectués en 1930 et si l'on tient compte d'autre part d'une avance de 550.000 consentie à la Caisse du Sud en vue de la réalisation de prêts aux colons de Saada (Marrakech) victimes de la sécheresse, ce fonds spécial présentait le 31/12/1930 un solde disponible de 1.160.400 francs.

D'autre part, les intérêts perçus par les caisses sur ces prêts aux sinistrés sont affectés par elles à la constitution dans leur comptabilité d'une réserve spéciale du fonds de secours aux sinistrés agricoles. Le 31 décembre 1930, cette réserve s'élevait pour la Caisse de Rabat à 118.099 francs et pour la Caisse du Sud à 152.106 francs.

c) RISTOURNES D'INTÉRÊT.

Une ristourne d'intérêt de 1 % est consentie aux caisses de crédit agricole sur le montant de leurs opérations à moyen terme. En 1930, les sommes versées à ce titre se sont élevées à 438.767 francs.

d) PLACEMENT DE FONDS DISPONIBLES DES CAISSES.

Les caisses de crédit par suite du remboursement des prêts à court terme en fin de campagne bénéficient, lorsque l'année est favorable, après nivellement de leurs fiches de réescompte à la Banque d'Etat du Maroc, d'une large trésorerie. La Direction générale des finances a autorisé le dépôt des fonds disponibles au Trésor au taux de 3 1/2 %.

§ III. — AIDE DE LA BANQUE D'ETAT.

La Banque d'Etat du Maroc, banque d'émission instituée par l'Acte d'Algésiras (1906) pour assainir la situation monétaire au Maroc, a le privilège d'émission des billets au porteur qui ont cours légal et force libératoire. Elle escompte et surtout réescompte le papier commercial pourvu que celui-ci soit revêtu de deux signatures, et cela contrairement à la Banque de France qui en demande trois, mais par analogie avec la Banque de l'Algérie et les autres banques coloniales. Le crédit doit en effet être plus large dans les colonies en compensation du taux de l'intérêt qui est généralement plus élevé.

La Banque d'Etat apporte son concours au crédit agricole par une avance permanente et sans intérêt de 1.000.000 jusqu'en 1929, avance qui du fait de la création des nouvelles caisses est porté à 1.666.000 francs.

C'est la Banque d'Etat qui réescompte et portefeuille le court terme des caisses à un taux de faveur de 4,25 % ac-

tuellement d'un point inférieur au taux officiel d'escompte et pour la durée d'une campagne agricole arbitrée à 10 mois. Le taux spécial qui a varié de 4,50 % à 4,25 % a permis aux caisses de maintenir le taux des prêts à court terme aux environs de 6 %. Elle a ouvert aux caisses de crédit des fiches de réescompte se montant à 39.000.000 de francs en 1930, contre 26.500.000 en 1929. Les effets présentés pour le réescompte à l'institut d'émission sont soumis à un contrôle rigoureux.

La Banque d'Etat avait organisé un service d'Inspection Agricole, 2 inspecteurs sillonnaient le bled en tous sens et restaient en rapports constants avec les colons dont ils recevaient les desiderata ; ils s'informaient des garanties que chaque emprunteur agricole pouvait fournir en échange des prêts effectués. Ainsi la Banque pouvait mesurer ses risques. Cependant ce service a été supprimé par suite des efforts de caisses en vue d'éviter tout mécompte dans le remboursement.

Montant par caisse des fiches de réescompte au cours de l'année 1930 :

Caisses	Montant des fiches	Maximum et minimum du réescompte
Sud du Maroc	15.000.000	14.116.136 Nov. 3.433.700 Sept.
Rabat	6.500.000	5.462.500 Juin » Nov.
Meknès	7.000.000	7.000.000 Déc. » Oct.
Fès	6.000.000	5.999.600 Juillet 2.500.000 Janv.
Maroc Oriental	4.500.000	3.908.400 Juin 1.321.692 Nov.
39.000.000		

AIDE DE LA CAISSE DES PRÊTS IMMOBILIERS.

Comme nous l'avons indiqué, la Caisse de prêts immobiliers (banque foncière soumise au contrôle de l'Etat) consent aux caisses de Crédit dans la limite des sommes qui leur sont dues par les bénéficiaires de prêts à moyen terme, des ouvertures de crédit en garantie desquelles les caisses transfèrent sur simple endos à la caisse des prêts immobiliers les contrats de prêts à moyen terme qu'elles détiennent.

La caisse dispose à cet effet d'un fond spécial constitué par l'Etat, la Banque d'Etat et elle-même. Cette dotation a été de 44 millions pour 1930.

Composition du fonds spécial depuis sa création

Années	Participation en millions			Total
	de l'Etat	de la Banque d'Etat	de la Caisse de Prêts	
1925	5	5	1	11
1926	8	8	1,6	17,6
1927	11	11	2,2	24,2
1928	11	11	2,2	24,2
1929	14	14	2,8	30,8
1930	20	20	4,0	44

Les ouvertures de Crédit réalisées à ce titre s'élevaient à 54.586.516 francs, au 31 décembre 1930, contre 39.223.616 francs au 31 décembre 1929, en accroissement de 15.362.900 francs.

CONTROLE DE L'ETAT.

Un bureau dépendant de la Direction générale des Finances est chargé :

- 1°) de la préparation des textes de législation ;
- 2°) de l'étude (de concert avec la direction générale de l'agriculture) des questions relatives au Crédit Agricole ;
- 3°) de la surveillance des organismes de crédit bénéficiant des avances de l'Etat.

Le personnel de ce bureau comprend des inspecteurs spécialisés qui font des vérifications sur place, s'assurent de la régularité de la marche de ces institutions.

Les agents du service d'inspection sont choisis parmi les fonctionnaires de la Direction générale des Finances.

Un commissaire du Gouvernement est désigné pour la surveillance des opérations de la Caisse de Prêts Immobiliers.

CONTROLE DES CAISSES.

Arrêté viziriel du 29 novembre 1931. — Les agents de la direction générale des finances chargés d'examiner l'organisation et le fonctionnement d'une caisse de crédit mutuel ou d'une société coopérative agricole à laquelle a été consentie une avance de l'Etat, ont qualité pour vérifier la comptabilité et la gestion, pour constater l'exacte observation des prescriptions légales, réglementaires et statutaires. Ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives.

Lorsqu'il s'agit de travaux à exécuter ou de l'achat et de l'installation d'un matériel spécial, ils ont la faculté soit au cours des opérations, soit après leur achèvement, de constater s'il y a conformité avec les projets dûment acceptés et les plans et devis régulièrement fournis.

Ils consignent leurs observations et avis concernant l'état des immeubles et du matériel.

Ils signalent spécialement les violations des prescriptions légales, réglementaires ou statutaires qui entraînent le remboursement anticipé de l'avance de la caisse fédérale, conformément aux dispositions de l'article 25 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) et de l'article 16 du dahir précité du 5 décembre 1930 (13 rejeb 1349).

En cas de violation des prescriptions légales, réglementaires ou statutaires, le directeur général des finances ordonnera par voie d'arrêté, le remboursement immédiat des avances consenties par la caisse fédérale.

Au cas où la caisse ou la société coopérative intéressée n'effectuera pas ce remboursement immédiatement, il pourra décider par voie d'arrêté, pris après réunion d'une assemblée générale extraordinaire invitée à se déclarer solidaire ou non de ses administrateurs et avis du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, que la responsabilité des administrateurs sera régie pour les opérations à venir, non plus par les dispositions de l'art. 34 des statuts, mais par celles de l'art. 44 de la loi française du 24 juillet 1867 sur les sociétés, rendue applicable au Maroc par le dahir du 11 août 1922 (17 Hija 1340) relatif aux sociétés de capitaux.

CHAPITRE VII

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Au Maroc comme en France, l'agriculture est individualiste. L'activité sociétaire s'est aiguillée cependant vers la forme coopérative, assez lentement, il faut le reconnaître. On ne trouve pas de groupement d'agriculteurs travaillant à la même exploitation, mais des coopératives de seconde production, coopératives d'achats, de ventes et coopératives de transformation.

L'extension de la coopération agricole est toute récente. L'on ne comptait en 1927 que quelques coopératives de battage dans le Nord et dans le Sud du Maroc Occidental ; les cultivateurs pouvaient ainsi disposer des appareils et des instruments les plus perfectionnés pour exécuter au plus bas prix et avec un personnel réduit les divers travaux agricoles.

Les agriculteurs marocains ont compris que pour remédier aux inconvénients de la crise agricole, ils devaient rechercher les meilleures conditions de vente en même temps qu'un abaissement de leur prix de revient.

C'est plus spécialement en ce qui concerne les céréales

que la situation s'aggravait : en effet, l'accroissement des prix de revient et l'absence de conditionnement dévalorisaient les produits marocains sur les marchés extérieurs.

Lors de la fixation du contingent des blés marocains admis en franchise en France, certains colons entrèrent en rapport avec les représentants de l'agriculture française et décidèrent sur leurs conseils de créer des organisations coopératives susceptibles d'atteindre les résultats suivants :

a) Standardisation des blés en 3 types en tenant compte de la richesse en gluten, du poids spécifique, de la siccité et du calibrage.

b) Réduction progressive de 3 à 1 % de pourcentage des impuretés.

c) Echelonnement sur toute l'année des exportations sur la France.

L'augmentation du contingent d'importation en France se trouvait d'ailleurs subordonnée à la réalisation de ce programme.

C'est pour faire face aux engagements pris que des coopératives de docks silos ont été constituées sous l'impulsion de M. Lucien Saint, à Casablanca, Rabat, Meknès, Fès et Oudjda. Depuis 1930 un dock silo de 100.000 quintaux fonctionne à Casablanca, un de 40.000 quintaux a été terminé à Meknès, un dock de 20.000 quintaux a été construit à Oudjda et des magasins provisoires dotés d'appareils de nettoyage ont été aménagés à Fès et à Kénikra.

Au fur et à mesure des battages, les adhérents de ces

docks silos régionaux peuvent emmagasiner leur récolte et en assurer la conservation, ils évitent ainsi toute perte pouvant résulter des intempéries et des insectes nuisibles. Les grains sont, d'autre part, nettoyés et conditionnés par catégories, ce qui augmente leur valeur marchande et permet de présenter à la vente locale et à l'exportation des qualités importantes de blé de qualité loyale. Le logement des grains en vrac réduit enfin au minimum l'emploi de la sacherie et la régularité des expéditions évite l'encombrement des gares d'évacuation.

L'UNION DES DOCKS SILOS COOPÉRATIFS.

Cette organisation a été complétée par la création d'une Union des Docks silos coopératifs constituant une coopérative de vente superposée aux 5 coopératives régionales de conditionnement. Cette Union dispose de moyens d'information grâce auxquels elle suit les fluctuations du marché local et mondial et est chargé de la vente de la minoterie locale et aux acheteurs de France.

Elle obtient par l'échelonnement de ses ventes, une moyenne de prix qui atténue les variations défavorables du marché. Les colons marocains ont compris que cet échelonnement indispensable ne pouvait être effectué dans de bonnes conditions que par la substitution de la vente collective de grosses quantités centralisées dans les docks à l'ancien système des ventes individuelles multiples par petits lots. Enfin, pour procurer aux intéressés des fonds pour la cam-

pagne suivante et pour régler leurs dettes à court terme, l'Union leur fait des avances qu'elle finance par le Warrantage des produits déposés dans les docks et qui servent obligatoirement à éteindre les dettes contractées aux caisses agricoles au titre de prêts de campagne.

Pour faciliter son premier fonctionnement l'Union des docks a bénéficié d'une subvention de l'Etat de 500.000 francs. De plus, le warrantage de la récolte de 1930 ayant été organisé avec le concours de banques locales, le Protectorat, de même que l'Algérie et la Tunisie, a consenti une ristourne à l'Union des docks en vue de ramener à 3 % le taux du warrant.

Les ventes suivantes ont été réalisées au cours de l'année 1930, échelonnées du mois de juin au mois de novembre:

Casablanca	33.099	quintaux
Kénikra	10.498	—
Fès	14.041	—

LA COOPÉRATIVE DES CARBURANTS.

Les producteurs ont cherché d'autre part les moyens propres à réduire le prix de revient des produits agricoles ; le fléchissement des prix des céréales allant en s'accroissant, les cultivateurs ayant opté pour la culture mécanique ont songé tout d'abord à diminuer la charge très lourde résultant des achats de carburants pour les appareils modernes de motoculture, représentant à elle seule 20 % des frais d'exploitation.

Une puissante coopérative de carburants a été constituée en 1930 en vue d'obtenir une ristourne importante des fournisseurs, les achats ayant été centralisés et payés comptant. A la suite des négociations, la nouvelle coopérative a obtenu des compagnies importatrices (Société André, Standard Oil, Vacuum Oil Company) une ristourne de 8 à 11 % sur les prix de gros pour le pétrole moteur et pour l'essence lourde. Le Protectorat a consenti à ajouter à cet avantage la remise des droits de douane et de consommation.

La coopérative des carburants fonctionne en liaison étroite avec les caisses de crédit agricole, qui garantissent le paiement comptant des fournitures.

COOPÉRATIVES DE TRANSFORMATIONS.

On peut citer les coopératives suivantes :

- 1) Coopérative de vinification (Maroc Oriental).
- 2) Pépinière fruitière (Meknès, Fès, Taza) fourniture d'arbres et de plants recherchés, expérimentation et amélioration des variétés à multiplier.
- 3) Coopératives de battage ou moisson (12 coopératives).
- 4) Une coopérative d'égrenage de coton.

Enfin des coopératives d'élevage sont à l'étude.

FONCTIONNEMENT DU CRÉDIT COLLECTIF.

L'organisation du crédit agricole au Maroc comporte le crédit collectif destiné à aider les groupements des colons constitués en coopératives. Ces coopératives reçoivent par l'entremise de la caisse de crédit agricole de leur circons-

cription des avances de l'Etat au maximum égales au double de leur capital versé et dont le remboursement est garanti par la caisse de crédit. Ces avances sont passées de 785.620 en 1927 à 6.278.838 francs en décembre 1930. Le taux des prêts est de 2 % et n'a pas varié.

Etat des avances aux coopératives le 31/12/1930

Coopératives	Situation des avances au 31 Déc. 1929	Avances consenties en 1930	Avances remboursées en 1930	Situation des avances en 31/12 1930
Guelmen Oued Arri- mène (battage) ..	34.736	»	8.684	26.052
Beni M'Tir (battage)	40.000	»	40.000	»
Oued Marès (battage) »	53.330	»	6.663	46.667
Bir Tam Tam (battage).	87.220	»	10.901	76.319
Tarza (battage)	48.000	»	9.600	38.400
Zaër (battage)	63.000	»	»	63.000
Bou Fekrane (battage)	40.000	»	40.000	»
Zouara Sejaa Pouïet (battage)	28.000	»	5.600	22.400
Quatre rivières (battage)	100.000	»	»	100.000
Coop. d'achat et de vente du Nord Mar.	240.000	»	»	240.000
Docks silos de Ca- sablanca	2.000.000	»	»	2.000.000
Docks silos de Mek- nès	500.000	800.000	»	1.300.000
Pépinière coopérati- ve fruitière de Mek- nès, Fès, Taza ...	40.000	»	4.000	36.000
Docks silos de Ra- bat	»	330.000	»	330.000
Docks silos du Ma- roc Oriental	»	1.000.000	»	1.000.000
Vinicole des Beni- Suassen	»	1.000.000	»	1.000.000
	3.274.286	3.130.000	125.448	6.278.838

CHAPITRE VIII

LA CRISE AGRICOLE AU MAROC

Il est aisé de se rendre compte de l'importance de l'effort de crédit agricole fourni au Maroc jusqu'en 1930. Il était imposé d'une part par l'extension de la colonisation à laquelle le Protectorat consacrait tous ses efforts et d'autre part à une série de récoltes peu favorables. L'accroissement des opérations a été favorisé par les larges facilités financières qu'a rencontrées le crédit agricole auprès de l'Etat, de la Banque d'Etat et de la caisse des Prêts immobiliers.

Au 31 décembre 1930, le rapport officiel des opérations faites par les institutions de crédit au Maroc rendait compte de l'importance des crédits ouverts :

Court terme	92.903.466 75
Moyen terme (y compris sinistrés)	63.645.844 86
Long terme (Caisse de prêts immobiliers et mutilés)	140.872.617 »
Coopératives	6.278.838 14

Soit 303.700.766 75
contre 207.886.763 francs en 1929.

Ces opérations ont été réalisées avec les ressources suivantes :

Avances de l'Etat aux caisses de crédit agricole, aux coopératives et à la section du moyen terme de la Caisse des prêts immobiliers 65.596.970

Avances de la Banque d'Etat pour le court terme (avance permanente, fiches d'escompte utilisées) dotation du moyen terme et fiche d'escompte pour prêts aux sinistrés 57.907.287

Caisse de prêts immobiliers, capital et réserves, ressources obtenues au moyen d'émission de bons hypothécaires 163.765.500

Ressources propres des caisses de crédit (capital versé, dépôts, réserves) 40.931.117

Jusqu'au mois de mai 1930, les Caisses ont normalement fonctionné ; il n'y avait que peu de mécomptes dans les remboursements. Jusqu'alors, les opérations par profits et pertes étaient nulles pour certaines caisses, insignifiantes pour d'autres car on ne saurait appeler mécomptes des prorogations de délais accordées par les caisses à des sociétaires momentanément gênés à la suite d'une récolte peu favorable.

SITUATION DE L'AGRICULTURE EN 1930.

L'année 1930 a été particulièrement défavorable à l'agriculture marocaine ; la sécheresse, une invasion acridienne sans précédent, la baisse des céréales sur le mar-

ché mondial ont mis les colons dans l'impossibilité absolue de payer aux échéances les effets qui leur étaient présentés. Dès le mois de mai, il est apparu que la récolte serait déficitaire et ne leur permettrait ni de rembourser les organismes de crédit mutuel, ni les commerçants chez lesquels ils avaient effectué des achats à crédit payables au moment de la réalisation des récoltes. Cette situation menaçait d'avoir de graves répercussions, car l'activité économique marocaine reposant presque entièrement sur l'agriculture, la défaillance des colons menaçait de compromettre gravement la trésorerie de certains commerçants.

Les dégâts causés par les sauterelles et les criquets ont été tels, que malgré une augmentation des surfaces semencées, la récolte des céréales a été inférieure de 7 à 8 millions de quintaux à celle de 1929. Les régions du Sud n'ont donné qu'une récolte nettement déficitaire, et la sécheresse persistante a entraîné une mortalité considérable du cheptel. Par ailleurs, la baisse de tous les produits agricoles n'a pas permis de vendre dans des conditions toujours rémunératrices, cette récolte déficitaire. Pour le blé, l'autorisation d'introduire dans la métropole un contingent en franchise et l'interdiction d'importer au Maroc du blé de l'étranger, ont maintenu les cours à la parité de ceux de France, mais les autres céréales et grains n'ont pas bénéficié de cette mesure. Aussi a-t-on enregistré une dépréciation sensible ; l'orge, par exemple, n'a pu être vendue que 41 à 57 francs le quintal au lieu de 60 à 87 francs en 1929.

Devant la gravité de la situation, le Protectorat a dû apporter une aide considérable à la colonisation, et prendre dans le cadre de l'organisation mutualiste de nouvelles dispositions.

Les Caisses de Crédit, de leur côté, ont dû fournir un effort considérable consécutif à cette crise agricole qui amenait de nouveaux sociétaires en plus des nouvelles adhésions provoquées par l'extension de la colonisation officielle et privée.

Malgré le relèvement des cours des céréales et l'organisation activement poussée du warrantage qui permit de vendre au meilleur prix plus de la moitié de la récolte de blé obtenue, on dut recourir à des mesures d'opportunité destinées à relever la capacité de paiement des colons pour faciliter les règlements de fin de campagne.

§ 1. — AVANCES GRATUITES AUX CAISSES.

Les avances gratuites suivantes furent consenties aux caisses pour leur permettre d'attribuer à leurs sociétaires des prêts spéciaux à intérêts réduits.

Caisse du Sud	8.620.000
Caisse de Rabat	3.540.000
Caisse de Meknès	3.840.000
Caisse de Fès	2.385.000
Caisse d'Oudjda	1.600.000

19.985.000

§ 2. — ASSURANCE ANTI-ACRIDIEUNE.

Le Protectorat a favorisé la constitution d'une « assurance mutuelle anti-acridienne » contre le risque acridien , mais si celle-ci n'avait disposé que de ses propres fonds pour régler le sinistre, un dixième seulement des frais de culture perdus auraient pu être remboursés. L'Etat a fourni une subvention de 15 millions qui a permis d'indemniser 76 % du montant de l'évaluation des frais de culture perdus. Ces sommes (avances spéciales et indemnités d'assurances) ne furent pas versées en numéraire aux intéressés, mais portées à leur crédit et affectées au remboursement de leurs dettes exigibles (créances commerciales et créances des caisses de crédit).

§ 3. — PRÊTS SPÉCIAUX A SINISTRÉS.

Cette aide a été complétée par l'octroi aux cultivateurs sinistrés qui n'avaient pu réaliser à l'époque de la moisson aucune de leurs ressources habituelles, de prêts spéciaux dits prêts à sinistrés. Ces prêts remboursables en un an soit au 1^{er} octobre 1931 sont renouvelables par tiers jusqu'au 1^{er} octobre 1933 ; ils sont destinés à permettre aux colons d'assurer leur propre subsistance et de nourrir leur bétail. Seuls, ceux qui avaient adhéré à la Caisse d'assurance anti-acridienne ont pu bénéficier de ces dispositions.

La Banque d'Etat, comprenant la gravité de la situa-

tion créée par l'invasion acridienne, accepta de financer des prêts (avec la garantie de l'Etat) en ouvrant aux caisses de crédit agricole les fiches d'escompte suivantes :

Caisses	Montant de la fiche	Utilisation au 31/12/30
Casablanca	9.000.000	6.117.000
Rabat	2.000.000	—
Meknès	900.000	—
Fès	100.000	100.000
Total	12.000.000	6.217.000

Le taux de réescompte est fixé à 3 % la 1^{re} année, 3,5 % la 2^e et 4 % la 3^e. Le taux d'intérêt des prêts est de 2 % la 1^{re} année, 3 % la 2^e et 4 % la 3^e. Etant donnée la différence existant entre ces deux taux et pour tenir compte des frais de gestion des caisses évalués à 1 % du montant des prêts, celles-ci recevront de l'Etat une ristourne égale à :

- 2 % du montant des prêts la 1^{re} année ;
- 1,5 % du montant des prêts la 2^e année ;
- 1 % du montant des prêts la 3^e année.

De plus, les caisses recevront de l'Etat une ristourne complémentaire de 2 % pour les prêts remboursés en totalité à la fin de la 2^e année.

Cependant, les mesures prises se révélaient insuffisantes ; le commerce ne pouvait, en effet, proroger ses créanciers impayés ; il se trouva dans l'obligation, au cours de

l'année 1930, pour faire face à ses propres engagements, d'envisager des poursuites massives à l'égard des colons défaillants.

§ 4. — LE RÈGLEMENT DES DETTES COMMERCIALES DES COLONS.

Par suite des ravages causés par les acridiens, de la rouille et de l'échaudage des céréales, d'autant plus dangereux que ces accidents sont survenus à des céréales dont la végétation avait été retardée par les déprédations causées par les sauterelles, par suite des pluies très tardives ayant endommagé les récoltes au moment de la moisson, par suite enfin des cours très bas des céréales pratiqués en juin et juillet, un grand nombre de colons se sont trouvés dans l'impossibilité de faire face à leurs échéances.

Au mois de juin 1930 les colons devaient au commerce plus de 100 millions de francs :

64 millions pour achats de machines agricoles ;

34 millions pour achats de carburants ;

6 millions 1/2 pour achats d'automobiles ;

2 millions pour achats de semences.

Les effets correspondants étaient réescomptés en Banque et les dernières échéances allaient jusqu'au mois de septembre. Les dettes des colons affiliés aux Caisses de Crédit (2041) représentaient seulement la moitié de ce chiffre. On conçoit la situation très difficile des colons non adhérents aux caisses mutuelles.

Les dettes des différentes caisses étaient les suivantes :

Fès, 10 millions pour 252 membres.

Rabat, 17 millions 300 pour 511 membres.

Meknès, 12 millions 800 pour 280 membres,

Casablanca, 19 millions 700 pour 998 membres.

Certes, les maisons de commerce avaient donné aux agriculteurs des facilités de crédit souvent exagérées ; d'autre part, certains colons ont montré peu de prévoyance pendant les années prospères ; ils se sont livrés à des dépenses qui n'étaient souvent pas destinées à la mise en valeur de leurs exploitations : on a constaté chez eux une tendance très nette à considérer le crédit comme un moyen normal de faire face à toutes leurs dépenses. C'est une conception des plus dangereuses qui conduit fatalement à la ruine, car le crédit agricole a été institué en vue de permettre à l'agriculteur d'emprunter dans la forme commerciale pour accroître sa production et non pour consommer.

Enfin certains domaines n'ont pas été gérés par des agriculteurs qualifiés ; on peut reprocher à certains de s'être improvisés colons sans bien connaître les rudiments de l'agriculture, ses difficultés et ses risques.

La Banque d'Etat, d'autre part, a aussi été critiquée ; appelée à juger les opérations de réescompte, il semblerait qu'elle n'ait pas apporté dans sa tâche toute la circonspection désirable.

La saisie et la vente n'auraient dans bien des cas, et précisément en raison de la simultanéité de nombreuses exécutions, fourni qu'un produit généralement insuffisant pour éteindre les dettes. Elle aurait eu par contre, le très regrettable effet politique et économique, de faire disparaître un nombre appréciable de colons français. Dans ces conditions, l'Administration et les organismes de Crédit agricole ont étudié diverses formules susceptibles de permettre l'extinction des dettes agricoles dans les meilleures conditions possible tant pour les colons que pour leurs créanciers.

Il fallait venir en aide à la colonisation sous peine de voir compromis tout l'avenir de l'agriculture dans le pays.

Cette aide pourrait être fournie soit :

- directement par l'Etat ;
- par l'intermédiaire de Caisses de Crédit ;
- par l'intermédiaire d'un organisme d'Etat ;
- par l'intermédiaire d'un nouvel organisme de mutualité.

C'est à cette dernière solution que s'est arrêté le Gouvernement qui a voulu surtout éviter les abus toujours possibles d'une distribution par l'Etat de crédits importants ; on aurait en outre, créé à l'égard des colons un précédent qui aurait exposé l'Etat à des revendications ultérieures de la part des autres catégories de citoyens.

La caisse agricole de Casablanca avait proposé la solution suivante aux créanciers de ses membres ; elle garan-

tissait les dettes de ses sociétaires et s'engageait à se libérer en partie aux échéances, le reste devant faire l'objet de renouvellement plus ou moins long ; les autres caisses qui ne disposaient pas des puissantes ressources de la caisse du Sud avaient obtenu un nouveau délai jusqu'au 31 décembre 1930.

C'est alors que le Protectorat a été amené à réaliser un nouveau progrès dans le domaine de la mutualité agricole. Depuis 1929, le Bureau du Contrôle du Crédit préparait un projet de dahir portant création d'une Fédération des Caisses pour l'Etude générale des questions intéressant ces institutions et pour l'organisation d'un contrôle au premier degré. La création d'une caisse centrale a été décidée à l'exemple de la caisse nationale qui fonctionne en France depuis le 1^{er} août 1920.

En effet, si le Crédit agricole doit être essentiellement chose locale, et cela du fait même de ses opérations qui ont un caractère personnel, il n'en est pas moins vrai qu'il est indispensable pour les diverses caisses d'avoir un lien entre elles.

Mais la formule marocaine est différente de celle de la métropole. Le Protectorat, fidèle aux institutions mutualistes, a voulu assurer à la Caisse centrale une entière indépendance ; l'administration en est confiée aux représentants des caisses régionales existantes. Ainsi conçue la Caisse doit coordonner l'action des divers organismes de crédit et de coopération agricoles, elle assure la liaison

obligée entre les caisses de Crédit et les coopératives qui ont pris récemment au Maroc une importance considérable, elle doit enfin en contrôler l'activité et constituer une institution permanente substituée à l'Etat pour la distribution de crédits spéciaux en temps de crise agricole ou économique.

Grâce à ces dernières attributions, et en tenant compte de la situation de la colonisation, la Caisse centrale peut réaliser par son pouvoir propre de crédit le projet actuel et exceptionnel de règlement des dettes commerciales. A l'aide de crédits provenant pour la plupart d'avances faites par la Banque d'Etat du Maroc elle peut effectuer à bref délai, le paiement à peu près intégral des créanciers et permettre aux colons débiteurs de se libérer vis-à-vis d'elle par des versements échelonnés sur plusieurs années.

§ 5. — ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DE LA CAISSE FÉDÉRALE
(Dahir du 5 décembre 1930)

Les Caisses de Crédit Agricole mutuel, les unions de sociétés coopératives et les coopératives centrales et des représentants du gouvernement sont membres de droit de la Caisse fédérale.

Le capital de fondation a été fixé à 5.175.000 francs. Les organismes adhérents ont souscrit un nombre de parts proportionnel à leur capital versé. Le Gouvernement chérifien, de son côté, a souscrit un nombre de parts correspondant au nombre d'administrateurs qui le représentent.

La Caisse fédérale est administrée par un Conseil composé des présidents et des administrateurs délégués des caisses de crédit mutuel, de trois représentants des unions et des coopératives centrales et de deux délégués du Gouvernement. Son assemblée générale est constituée par tous les membres du Conseil d'administration des organismes qui y adhèrent. Un commissaire du gouvernement est nommé par le Directeur général des Finances ; il est chargé de contrôler et de vérifier la gestion financière de la Caisse Fédérale et l'exécution des dispositions légales.

Un Comité composé des directeurs des caisses de crédit et des coopératives adhérentes étudie préalablement les affaires qui sont soumises au conseil d'administration.

Le dahir a confié à la Caisse Fédérale la mission suivante :

1°) de coordonner l'action des organismes de crédit mutuel et de coopération agricole et d'assurer désormais une liaison plus étroite entre les caisses de crédit et les coopératives qui ont pris récemment une importance considérable ;

2°) de contrôler l'activité de ces institutions et d'étudier toutes les mesures susceptibles d'assainir les règles du crédit agricole mutuel ;

3°) de répartir sous le contrôle de l'Etat les avances destinées aux organismes de crédit ;

4°) de constituer un organisme permanent de lutte contre les crises agricoles et de se substituer à l'Etat pour la

distribution et la gestion du crédit assisté (prêts aux sinistrés).

C'est en raison de cette dernière attribution que la Caisse Fédérale a été autorisée à réaliser, grâce à son pouvoir propre de crédit, l'opération de conversion et de consolidation des dettes commerciales de la colonisation.

La Caisse s'est engagée à régler jusqu'à concurrence de 92 % les dettes échues et à échoir contractées par les colons à l'occasion de la campagne agricole 1929-1930 et des campagnes précédentes, en vue des besoins de leurs exploitations agricoles.

Pour engager les premières opérations, la Caisse Fédérale a obtenu de la Banque d'Etat du Maroc une fiche d'es-compte de 63 millions dont le remboursement a dû être garanti par l'Etat.

Le Protectorat, de son côté, lui a affecté les avances déjà attribuées au cours de l'année aux caisses de crédit, en vue du règlement des dettes commerciales, par le moyen des prêts spéciaux envisagés avant la création de la Caisse Fédérale.

CONCLUSION

Le Maroc et la France

Nous avons montré l'importance de l'aide financière consentie à la colonisation par le Gouvernement chérifien. L'enquête à laquelle nous nous sommes livrés auprès des colons révèle cependant chez eux de graves préoccupations. Ils sont satisfaits dans l'ensemble de la législation sur le Crédit agricole, et reconnaissent que les organismes de crédit ont été d'un grand secours pour eux, mais ils se plaignent de l'absence de débouchés et plus particulièrement du marché français qui leur est fermé.

Le Maroc possède actuellement d'admirables instruments de travail, mais on se demande si son travail sera rémunérateur.

La France n'a pas fait suffisamment pour ses colonies en étalant les beautés de son empire dans une exposition grandiose : elle doit les soutenir effectivement en achetant leurs produits.

Or, la France considère le Maroc comme un pays étranger. Elle oppose à ses produits les mêmes droits de douane qu'aux pays étrangers. Certes, quelques facilités ont été

données au cours des dernières années aux exportateurs marocains (contingents) mais ceux-ci réclament la franchise et non des mesures de clémence provisoires.

Le problème du blé est très nettement posé. Le Maroc produit du blé tendre ; les producteurs français ont dit en substance : « Nous permettons qu'il entre en France, mais à la condition que vous créiez des docks silos capables de nettoyer et de trier le grain ». En deux ans, l'Union des Docks est sur pied, et pourtant le contingent est accordé trop tard, en cours de récolte, lorsque les sacs s'accumulent dans les champs et que les colons hésitent à les vendre pour un vil prix à des commerçants qui n'en ont aucun usage ou à attendre au risque de les voir pourrir que la réponse du ministère leur donne une valeur marchande. Lorsque le contingent a été accordé les colons ont été obligés de vendre en France à mesure que les cours descendaient et la plus grande partie au moment où les cours étaient les plus bas.

Quant au blé dur, il semblerait qu'il soit très facile à écouler puisque la France n'en produit pas. Mais il est compris dans le contingent et soumis aux mêmes rigueurs. On en est arrivé en 1930 à ce résultat paradoxal : la France avait besoin de blé dur, l'Algérie dont la récolte était déficitaire en avait aussi besoin, et le Maroc n'avait pas le droit de leur en fournir.

Le Protectorat a favorisé d'autre part la culture des primeurs. Les primeurs marocaines précédant celles de

France, on pensait que, ne leur faisant pas concurrence, elles entreraient librement ; mais on en a limité la quantité et l'entrée n'en a été autorisée que jusqu'au 30 mai. Ces mesures semblent inutiles. Les primeurs marocaines étant grevées des frais de transport ne peuvent concurrencer celles de la Métropole qui les évincent dès qu'elles apparaissent. Les légumes et les fruits marocains entre la date où ils sont cueillis et celle où paraît la production française ne peuvent être trop abondants puisqu'à cette époque, nul autre pays n'en produit : limiter le bénéfice de la franchise à une petite quantité de primeurs du Maroc, c'est empêcher les Français de les consommer du mois de février au mois de mai.

Les agriculteurs marocains se demandent avec crainte s'ils auront satisfaction. Il faut reconnaître qu'ils sont aussi dignes d'attention que ceux de la Métropole : ils ont eu le courage de quitter leur sol, de se lancer souvent à l'aventure et aujourd'hui, ils contribuent sérieusement à consolider la paix française dans l'Afrique du Nord.

Le Parlement décidera s'il est juste de charger de droits prohibitifs les produits du Maroc, terre française.

Vu : *Le Président*,
WILLIAM OUALID.

Vu : *le Doyen*,
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXES

- I. Opérations des Caisses de Crédit depuis leur Constitution.
 - II. Comparaison de la Situation générale des Caisses.
 - III. Dahir du 5 décembre 1930 instituant la Caisse Fédérale de la Mutualité.
-

Opérations des Caisses de Crédit depuis leur constitution

Exercice	Capital versé	Avance de l'Etat (1)	Ensemble des Prêts (2)	Frais généraux	Fonds de réserve
—	—	—	—	—	—

CAISSE DU NORD DU MAROC

1920	86.275	190.000	1.208.000	4.312	23.691
1921	129.500	400.000	1.607.000	29.360	50.248
1922	164.100	691.520	3.274.600	41.682	94.324
1923	222.000	691.520	4.782.252	37.746	216.301
1924	480.000	1.321.520	8.953.385	55.638	338.584
1925	786.000	4.011.340	13.326.595	83.073	483.553
1926	1.443.700	4.917.740	23.891.692	210.803	607.251
1927	2.329.700	6.529.140	38.381.273	282.896	1.303.007
1928	3.440.500	12.285.540	59.405.885	451.706	2.154.063
1929	4.042.900	14.979.520	56.631.922	326.963	2.515.018

au 30 juin

CAISSE DE RABAT

1929	1.748.000	7.302.402	26.957.668	114.360	1.299.231
1930	2.111.700	12.149.218	34.759.897	280.477	2.001.635

(3)

CAISSE DE MEKNÈS

1929	1.894.500	6.080.000	30.711.466	82.459	1.250.000
1930	2.353.600	12.140.000	44.027.841	234.171	1.650.000

(4)

CAISSE DE FES

1929	1.148.100	4.508.555	19.783.000	139.702	493.130
1930	1.465.500	7.366.386	25.381.475	323.902	921.339

(5)

CAISSE DU SUD DU MAROC

1920	193.900	350.000	2.414.500	8.917	20.425
1921	254.300	625.000	2.972.500	14.535	50.223
1922	295.800	899.080	4.958.625	20.730	111.631
1923	380.000	899.080	7.328.205	35.665	273.357
1924	471.100	1.465.480	8.297.970	92.282	375.960
1925	596.100	2.319.080	12.202.172	138.703	592.914
1926	1.109.100	2.919.080	23.690.978	196.830	996.207
1927	2.356.600	6.419.080	36.058.850	272.205	1.502.004
1928	3.238.200	9.500.920	27.114.350	304.837	1.574.432
1929	4.240.300	14.258.313	40.907.000	427.257	2.915.045
1930	6.792.900	27.526.366	110.945.244	587.562	3.940.895

(6)

CAISSE DU MAROC ORIENTAL

1921	75.650	207.400	657.768	12.414	44.914
1922	103.935	319.400	1.546.531	24.230	66.850
1923	161.535	319.400	3.280.136	24.624	100.000
1924	209.535	769.400	5.460.712	48.592	151.149
1925	248.960	769.400	7.350.317	73.537	204.150
1926	364.175	1.000.000	9.923.301	125.013	226.000
1927	539.900	1.500.000	11.250.859	211.023	290.585
1928	639.175	2.000.000	10.187.868	347.524	392.577
1929	734.650	2.750.000	9.993.872	481.145	442.577
1930	814.900	6.350.000	15.457.612	476.505	489.622

(7)

- (1) Y compris les avances destinées aux Coopératives, aux sinistrés et aux prêts spéciaux.
- (2) Les sommes indiquées représentent le montant des prêts au 1^{er} janvier de chaque année, auquel ont été ajoutés les nouveaux prêts consentis au cours de l'exercice.
- (3) (4) (5) (6) (7) Sont comprises dans ces sommes les avances faites pour le compte de la Caisse fédérale :
- (3) 3.490.000
- (4) 3.840.000
- (5) 2.385.000
- (6) 8.620.000
- (7) 1.600.000

DATES	Versements des Souscripteurs	Réserves	AVANCES		Transfert à la C. P. I. M.
			de l'Etat	de la Banque d'Etat	
31 Déc. 1920	280.175	44.116	572.200	»	»
31 Déc. 1921	459.450	145.385	1.232.400	»	»
30 Juin 1923	700.800	451.341	1.910.000	»	»
31 Déc. 1924	1.160.000	866.095	3.556.400	1.000.000	»
31 Déc. 1925	1.631.660	1.280.617	7.099.820	1.000.000	»
31 Déc. 1926	2.916.975	1.829.458	8.896.820	1.000.000	»
31 Déc. 1927	5.266.200	3.095.595	14.448.200	1.000.000	17.976.15
31 Déc. 1928	7.427.575	3.946.653	23.786.520	1.000.000	22.292.85
31 Déc. 1929	9.765.550	6.399.983	34.899.270	1.666.665	24.378.95
31 Déc. 1930	13.538.600	9.003.493	65.531.970	1.666.666	32.142.77

(1) dont 19.935.000 de crédits spéciaux pour prêts à trois ans (Caisse fédérale)

(2) Y compris 6.217.600 de prêts aux « sinistrés aériens ».

de la Situation générale des Caisses de Crédit Agricole Mutuel

1^{er} Décembre 1930

Escompte de la Banque d'Etat	Dépôts	TOTAL	Nombre de Sociétaires	Cours terme	Taux	PRÊTS EN COURS		Coopératives	Taux	TOTAL
						Moyen terme	Taux			
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
RÉGIME DU DAHIR DU 15 JANVIER 1919										
1.000.000	»	1.852.375	313	1.809.800	10 %	»	»	39.200	2 %	1.849.000
					9 %					
2.800.000	»	4.637.275	456	4.306.069	10 %	»	»	60.000	2 %	4.366.069
					11 %					
RÉGIME DU DAHIR DU 9 MAI 1923										
3.500.000	»	9.652.141	668	8.740.691	7 %	»	»	223.000	2 %	8.963.691
					7,5 %					
9.500.000	»	17.084.129	929	11.777.941	7 %	4.100.795	6 %	123.000	2 %	16.101.736
					7,5 %		7,5 %			
RÉGIME DU DAHIR DU 25 NOVEMBRE 1925										
2.633.977	603.331	24.249.405	1.084	14.943.011	7 %	6.929.406	6 %	948.133	2 %	22.820.550
					7,5 %		7 %			
9.036.319	3.182.348	26.861.920	1.279	24.378.828	7 %	14.452.044	6 %	925.962	2 %	39.756.834
					7,5 %		7 %			
4.861.517	4.573.729	50.681.420	1.560	28.452.526	7 %	21.894.764	6 %	785.620	2 %	51.132.910
							7 %			
4.483.437	7.517.317	70.454.355	1.882	38.842.914	6,5 %	33.561.116	6 %	825.020	2 %	73.229.051
							7 %			
9.698.734	10.506.033	107.315.193	2.133	56.722.698	6,5 %	41.312.801	5,5 %	3.274.286	2 %	101.309.785
					7,5 %		6,5 %			
							7,5 %			
3.237.621	18.389.024	176.510.146	2.495	104.241.933	6 %	52.307.378	5 %	6.278.838	2 %	162.828.149
					6,25 %		6 %			

Dahir du 5 décembre 1930 instituant une caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole et portant modification du dahir du 9 mai 1923 sur le Crédit Agricole mutuel.

Sous la présidence de Monsieur Lucien SAINT une commission composée de représentants des Caisses de Crédit Agricole s'est réunie le 5 décembre 1930. Elle décide de donner à la Caisse fédérale un caractère mutualiste, d'autre part elle apprécie l'initiative de la Caisse de Casablanca quant aux règlements des dettes commerciales de la Colonisation, mais elle estime que cette opération ne peut être entreprise avec succès que par l'ensemble de la mutualité agricole. En effet, les colons du Maroc ne trouveront les crédits indispensables à la consolidation de leurs dettes que s'ils sont étroitement unis.

Le dahir est examiné et adopté.

DAHIR DU 5 DÉCEMBRE 1930 (13 rejeb 1349

instituant une caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole et portant modification du dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel.

LOUANGE A DIEU SEUL

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et fortifier la teneur.

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 9 mai 1923 (25 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel, modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada I 1344).

A décidé ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

De la caisse fédérale de la Mutualité et de la coopération agricole

1° — CONSTITUTION — OPÉRATIONS — ADMINISTRATION

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans la zone française de l'Empire chérifien, une caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole qui a pour objet :

1° De coordonner l'action des institutions de crédit mutuel et de coopération agricole, de faciliter leurs opérations et de développer parmi les agriculteurs la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricole.

2° De consentir des avances à ces institutions ;

3° Sur la proposition des caisses agricoles, d'escompter les effets souscrits par les sociétaires des caisses de crédit agricole et de consentir à ces mêmes personnes, en vue du règlement de ces effets, des prêts remboursables par annuités ;

4° De contrôler le fonctionnement et de surveiller les opérations des caisses de crédit mutuel, des unions de coopératives et des coopératives centrales.

ARTICLE 2. — La caisse fédérale est autorisée :

1° A recevoir des avances de l'Etat, des subventions, dons et legs ;

2° A faire réescompter son portefeuille ;

3° A recevoir des dépôts en compte courant et tous dépôts de titre ;

4° A se faire consentir des avances sur titre ;

5° A contracter des emprunts et à émettre des obligations à au moins trois ans d'échéance ;

6° A se charger de tous paiements ou recouvrements ayant un objet agricole.

La caisse fédérale ne peut posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à son fonctionnement.

ARTICLE 3. — Le capital social est constitué au moyen de parts obligatoirement souscrites par :

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les unions de sociétés coopératives et coopératives centrales ;

Le Gouvernement chérifien.

ARTICLE 4. — La Caisse fédérale n'est valablement constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. Sa durée est illimitée. Le siège social est établi à Rabat.

ARTICLE 5. — La caisse fédérale est soumise aux conditions de publicité suivantes :

Avant toute opération, les statuts signés par les souscripteurs, avec la liste complète des administrateurs, directeurs, commissaires aux comptes, tous acceptants, sont dé-

posés en double exemplaire au secrétariat-greffe de la Justice de Paix de Rabat.

Chaque année, dans la première quinzaine de juin, il est déposé au même secrétariat-greffe, et également en double exemplaire, la liste de ses membres, ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

ARTICLE 6. — Les statuts de la caisse fédérale sont approuvés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis conforme du directeur général des finances.

Ils déterminent :

1° La nature et l'étendue des opérations de la caisse ainsi que son mode d'administration ;

2° Les règles à suivre pour :

a) la composition du capital et la proportion dans laquelle chaque institution contribue à la formation de ce capital,

b) la modification des statuts,

c) la dissolution de la caisse ;

3° Le maximum des dépôts à recevoir en compte courant, ainsi que l'intérêt à servir aux déposants ;

4° Le taux de l'intérêt des parts, qui ne peut excéder le taux moyen annuel du réescompte en banque ;

5° L'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chaque sociétaire dans les engagements pris par la caisse.

De plus les statuts spécifient expressément :

1° Les dispositions prévues pour la constitution d'une réserve ;

2° Que le taux de remboursement des parts ne peut, en aucun cas, excéder le prix initial ;

3° Qu'en sus de l'intérêt qui leur revient, aucun dividende ne sera attribué aux parts ;

4° Le nombre de voix attribué aux sociétaires ;

5° Que les membres chargés de l'administration sont français ou marocains non protégés par une puissance étrangère et que le conseil d'administration comprend deux représentants désignés par le Gouvernement.

ARTICLE 7. — La caisse fédérale est soumise exclusivement aux dispositions des articles 10 à 18, 128 et suivants du dahir formant code de commerce.

ARTICLE 8. — En cas de dissolution, le fonds de réserve et le reste de l'actif net après paiement des dettes sociales et remboursement des parts (dont le taux ne peut excéder le montant de la somme effectivement versée par le souscripteur) sont affectés à une œuvre d'intérêt agricole sur décision du directeur général des finances, après avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ARTICLE 9. — Un commissaire du Gouvernement, nommé par décision du Directeur général des Finances, est chargé de contrôler et de vérifier la gestion et la situation financière de la caisse fédérale, l'exactitude matérielle des

écritures et de l'encaisse et l'application de toutes les dispositions légales et réglementaires.

Le commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultatives aux séances du conseil d'administration, ainsi qu'aux réunions de tout comité ou commission issu de ce conseil.

Il transmet au directeur général des finances les demandes d'autorisations d'emprunts et d'émission d'obligations à au moins trois ans d'échéance.

Dans le cas où la caisse fédérale ne tiendrait pas compte des observations qui lui seraient présentées par le commissaire du Gouvernement dans la limite des attributions qui lui sont conférées, le directeur général des finances peut prescrire le remboursement de la partie disponible des avances de l'Etat, après avis de la commission consultative créées par l'article 25 du présent dahir.

Les frais de contrôle sont à la charge de la caisse fédérale.

ARTICLE 10. — Sont abrogés les articles 21 à 26 inclus et 28 du dahir susvisé du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada 1344).

2° — DES AVANCES DE L'ETAT

ARTICLE 11. — L'attribution des avances consenties par l'Etat à la Caisse fédérale est faite par décision du directeur général des finances qui fixe le montant, le taux et la durée de ces avances.

En représentation de ces avances, la caisse fédérale remet à la direction générale des finances des engagements de se libérer à l'échéance indiquée.

ARTICLE 12. — Toutes les avances de l'Etat sont immédiatement remboursables en cas d'infraction aux dispositions du présent dahir, de violation des statuts, ou de modifications qui ne sont pas approuvées par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, sur avis conforme du directeur général des finances.

Toute avance non remboursée à l'échéance porte, de plein droit, intérêt à partir de ladite échéance.

Le taux de l'intérêt est celui pratiqué le jour de l'échéance par la banque de réescompte.

ARTICLE 13. — Le remboursement des avances de l'Etat peut être poursuivi :

1° Soit contre la caisse en totalité ;

2° Soit contre chaque sociétaire isolément jusqu'à concurrence de sa part de responsabilité déterminée par les statuts.

3° — AVANCES DE LA CAISSE FÉDÉRALE AUX INSTITUTIONS DE CRÉDIT MUTUEL ET DE COOPÉRATION AGRICOLES

ARTICLE 14. — Le total des avances à consentir à chaque caisse de crédit agricole peut, au maximum, atteindre le quadruple de son capital de souscription versé en espèces.

Ces avances ne peuvent être consenties pour une durée de plus de cinq ans, elles sont renouvelables.

Le total des avances consenties à chaque société coopérative agricole ne peut excéder, à aucun moment, le double de son capital versé en espèces. Ces avances ne peuvent être accordées pour une durée supérieure à 25 ans. Cette durée ne peut d'ailleurs excéder 10 ans que si la société s'engage à rembourser le montant des avances par annuités égales à compter de la onzième année.

Les coopératives qui effectuent leurs opérations dans la circonscription territoriale d'une caisse de crédit agricole ne peuvent recevoir des avances de la caisse fédérale que sur la proposition et par l'entremise de cette caisse de crédit agricole, laquelle est responsable, aux termes de l'article 9, paragraphe 8 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 joumada I 1344) du remboursement de l'avance consentie.

Les coopératives centrales dont les opérations s'étendent sur la circonscription territoriale de plusieurs caisses agricoles reçoivent directement des avances de la caisse fédérale.

Les décisions d'attribution d'avance prises par la caisse fédérale doivent être notifiées au directeur général des finances.

Elles ne sont exécutoires que si, dans les huit jours de leur notification, aucune observation n'a été formulée par

le directeur général des finances, après avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ARTICLE 15. — Les avances sont renouvelables. Il est procédé au renouvellement des avances conformément à l'article précédent.

ARTICLE 16. — Toutes les avances attribuées par la Caisse fédérale sont remboursables immédiatement au cas d'infraction aux dispositions du présent dahir ou de violation des statuts.

Les statuts des institutions bénéficiant de ces avances, ainsi que les modifications qui y sont apportées par des assemblées générales extraordinaires tenues à partir de la date de promulgation du présent dahir, doivent être approuvés par la Caisse fédérale, sur avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et du directeur général des finances.

Les statuts ou modifications aux statuts des sociétés coopératives affiliées aux caisses agricoles et bénéficiant par leur entremise d'avances de la caisse fédérale, sont préalablement soumis à l'approbation des caisses agricoles de leur circonscription.

ARTICLE 17. — En représentation des avances consenties par la caisse fédérale, les bénéficiaires souscrivent des engagements de se libérer à l'échéance indiquée.

ARTICLE 18. — Les avances attribuées aux coopératives agricoles pour l'établissement de magasins, entrepôts, usi-

nes ou autres constructions à édifier sur les terrains appartenant à ces sociétés, ne sont consenties par la caisse fédérale que moyennant hypothèque prise à son profit sur lesdits terrains et sur les constructions à aménager ou à élever.

Si les avances se réfèrent à l'acquisition des terrains et à la construction ou à l'aménagement de bâtiments sur ces terrains, promesse expresse d'hypothèque est spécifiée au profit de la caisse fédérale sur l'ensemble des immeubles visés aux projets : l'hypothèque est réalisée dès l'acquisition des terrains avec extension aux bâtiments.

La coopérative doit justifier que les immeubles lui appartenant ne sont pas grevés de privilège ou hypothèque préjudiciable, à la garantie réclamée pour le remboursement de l'avance de la caisse fédérale.

CHAPITRE II

Des caisses de crédit agricole

ARTICLE 19. — Toutes les dispositions du chapitre II du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada I 1344) relatives aux avances de l'Etat, sont applicables aux avances consenties par la caisse fédérale.

ARTICLE 20. — Sont abrogées les dispositions de l'article 9 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada I 1344) autorisant les caisses de crédit à émettre des bons de caisse.

L'escompte des effets souscrits ou acceptés est limité au dixième du capital versé par sociétaire, et n'est autorisé que pour des effets portant exclusivement les signatures des sociétaires.

En outre, ces organismes ne peuvent recevoir que de leurs sociétaires exclusivement, des dépôts en compte courant et des dépôts de titres.

CHAPITRE III

Des sociétés coopératives agricoles

ARTICLE 21. — L'article 15 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) est remplacé par le texte suivant :

« Des sociétés coopératives agricoles peuvent se constituer et fonctionner dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2, 4, 6, 7 et 13, et par le premier alinéa de l'article 5 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341), modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada I 1344).

« Les sociétés coopératives agricoles qui bénéficient, soit directement, soit par l'entremise d'une caisse agricole, des avances de la caisse fédérale, sont soumises aux prescriptions du présent chapitre.

ARTICLE 22. — L'article 19 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) est abrogé ; l'article 20 est remplacé par l'article 18 du présent dahir.

ARTICLE 23. — Pour coordonner leur action, faciliter leurs opérations ou effectuer l'achat ou la vente collective

des produits agricoles, les coopératives peuvent se constituer en unions qui devront être obligatoirement affiliées à la caisse fédérale de crédit agricole.

Le capital social d'une union de coopérative ne peut être formé qu'au moyen de parts nominatives souscrites par les sociétés membres de l'union.

Les articles 1^{er}, 4, 6, 13, 17, 18 du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 joumada I 1344) sont applicables aux unions de coopératives agricoles.

ARTICLE 24. — Les unions de coopératives agricoles ne sont valablement constituées qu'après versement du quart du capital souscrit. Leur durée est illimitée.

Elles sont soumises aux conditions de publicité prévues à l'article 5 du présent dahir.

CHAPITRE IV

De la commission de Crédit Mutuel et de la coopération agricole

ARTICLE 25. — Il est créé une commission consultative du crédit mutuel et de la coopération agricoles appelée à donner son avis sur les questions se rapportant au crédit mutuel et à la coopération agricoles.

Cette commission présidée par le Résident général ou le secrétaire général du Protectorat est composée :

- 1° Du directeur général des finances ;

2° Du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

3° Du commissaire du Gouvernement près la caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole ;

4° De deux délégués colons du conseil d'administration de la caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole.

Un fonctionnaire de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation remplit les fonctions de secrétaire.

La délibération du conseil d'administration de la caisse fédérale formant programme annuel de répartition des avances à consentir aux institutions de crédit mutuel et de coopération agricoles est présentée à cette commission.

ARTICLE 26. — Sont abrogées toutes dispositions du chapitre I et II du dahir précité du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (9 jourmada I 1344) contraire au présent dahir, ainsi que les dahirs des 20 juin 1928 (2 moharren 1347), 25 avril 1930 (26 kaada 1348) et 30 juillet 1930 (4 rebia 1349).

Fait à Rabat le 13 rejeb 1349 (5 décembre 1930).

Vu pour promulgation et mise en exécution :

Rabat le 17 décembre 1930.

Le Commissaire Résident Général,

Lucien SAINT.

BIBLIOGRAPHIE

- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, 8^e édition, Paris 1921.
- THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de Droit Commercial, 7^e édition, 1925.
- TRUCHY. — Cours d'économie politique, Paris, 1923.
- COLSON. — Cours d'économie politique, Paris, 1903, 1916, 1920.
- GIDE. — Cours d'économie politique, Paris, 1918.
- A. BERNARD. — Le Maroc.
- J. CÉLÉRIER. — Le Maroc, 1931.
- RIVIÈRE. — Précis de législation marocaine, Paris 1927, et Traités, codes et lois du Maroc (suppléments annuels).
- DURAND. — Le Crédit agricole en France et à l'étranger.
- REYNIER. — La Banque d'Etat du Maroc.
- SALPHATI. — Le Crédit mutuel agricole en Algérie.

PUBLICATIONS OFFICIELLES

- Bulletin officiel du Protectorat français au Maroc (années 1918 à 1932).
- Annuaire économique et financier du Protectorat.

Annuaire de statistique générale du Maroc.
Rapport annuel sur l'activité des services du Protectorat.
Statistique du mouvement maritime et commercial.
Bulletin de la Chambre de commerce de Casablanca.
Caisse de Prêts immobiliers du Maroc. Rapports du Conseil
d'Administration de 1925 à 1931.
Banque d'Etat du Maroc. Bilans annuels (depuis 1918).

REVUES ET JOURNAUX

Revue économique internationale.
L'Afrique française.
Le Temps colonial.
La Vigie Marocaine.
La Presse Marocaine.
Le Petit Marocain.
Le Petit Casablancais.
Le Cri du Maroc.
Le Populaire Marocain.
